

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Les engagements en dehors du parti catholique et du Parti social chrétien

Jadoulle, Jean-Louis; Wynants, Paul

Published in:

Pour une histoire du monde catholique au 20e siècle: Wallonie-Bruxelles: guide du chercheur

Publication date:

2003

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Jadoulle, J-L & Wynants, P 2003, Les engagements en dehors du parti catholique et du Parti social chrétien. Dans S la, D de, J Pirotte, G Zelis, A la, C de, B Groessens & T Scaillet (eds), *Pour une histoire du monde catholique au 20e siècle: Wallonie-Bruxelles: guide du chercheur*. ARCA, Louvain-la-Neuve, p. 229-265.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

11. Les engagements en dehors du parti catholique et du Parti social chrétien

Jean-Louis Jadoulle et Paul Wynants

Si l'on excepte peut-être la période de l'unionisme, le clivage idéologique a marqué fortement et durablement l'histoire politique de la Belgique. Il a rendu quasi impensable, jusqu'à il y a quelques décennies et pour de larges franges du « monde » catholique, l'adhésion à des formations autres que le parti catholique, puis le Parti social chrétien. Pourtant, dès les années 1930, avec l'émergence du rexisme, puis de manière plus diverse et plus importante à partir des années 1960, des chrétiens se sont engagés dans des partis n'appartenant pas au pilier catholique.

L'aperçu proposé ci-dessous se limite aux formations politiques¹ qui ont obtenu une représentation parlementaire — fût-elle réduite — en Belgique francophone. Par extension, nous y incluons Solidarité et participation, qui a décroché un siège au Conseil de la Communauté germanophone. Onze organisations auxquelles des catholiques ont pris part seront passées en revue. Elles seront abordées dans l'ordre chronologique de leur création ou de l'entrée de chrétiens en leur sein.

1. Vu leur nombre, les questions relatives aux sources seront évoquées, pour chaque cas considéré isolément, dans la rubrique « Problèmes ». P. WYNANTS est l'auteur des sections consacrées à Rex, au Rassemblement wallon, au Groupement politique des travailleurs chrétiens, à Ecolo, au Front national et à Solidarité et participation. J.-L. JADOLLE a rédigé les sections relatives à l'Union démocratique belge, au Rassemblement social chrétien de la liberté, au Parti pour la liberté et le progrès, au Parti socialiste et au Front démocratique des Bruxellois francophones. La synthèse la plus récente consacrée aux partis est l'ouvrage : P. DELWIT et J.-M. DE WAELE (dir.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, 1996. On y trouve notamment des articles sur le Parti socialiste (p. 23-42), le PRL (p. 101-124), Ecolo (p. 153-167), le FDF (p. 169-180) et le Front national (p. 193-204).

1. Les faits

a) Rex

Avant la Seconde Guerre mondiale, le rexisme est la dissidence la plus connue du parti catholique. Il naît au milieu des turbulences des années 1930² : instabilité des gouvernements de coalition, discrédit du régime parlementaire, scandales politico-financiers, insatisfaction de la jeune génération face à la sclérose des partis, montée des courants autoritaires... Le mouvement³ tire son nom de la maison d'édition Christus-Rex, patronnée par le Secrétariat général d'Action catholique et dont Léon Degrelle se voit confier la direction par M^{gr} Louis Picard (octobre 1930). Dans le sillage de l'ACJB se forme un noyau d'intellectuels issus de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie. Animés par un catholicisme intransigeant, ces jeunes gens rêvent d'une « révolution des âmes », qui rétablirait la primauté des valeurs

2. E. GERARD, « La démocratie contestée », dans *Les années 30 en Belgique. La séduction des masses*, catalogue d'exposition CGER, Bruxelles, 1994, p. 75-123 ; C.-H. HÖJER, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Bruxelles, 1969 ; P. WYNANTS, « Société civile et monde politique. Regards d'historien », dans *La Revue politique*, 1993, n° 1, p. 13-31.

3. Sur les origines du rexisme et son évolution jusqu'en 1945, voir A. FEUILLAT, *Le passage de Léon Degrelle à l'ACJB, 1929-1935*, mémoire de licence en histoire, UCL, Louvain, 1972 ; G. HOYOIS, *Aux origines de l'Action catholique : Monseigneur Picard*, Bruxelles, 1960 ; ID., « M^{gr} Picard et Léon Degrelle », dans *Revue générale*, t. 95, 1959, p. 83-94 ; J.-M. ÉTIENNE, « Les origines du rexisme », dans *Res publica*, t. 9, 1967, p. 87-110 ; ID., *Le mouvement rexiste jusqu'en 1940*, (*Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 165), Paris, 1968 ; E. KRIER, « Le rexisme et l'Allemagne 1933-1940. Une documentation », dans *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, t. 5, 1978, p. 173-220 ; A. COLIGNON, « Le rexisme, un pré-poujadisme ? », dans F. BALACE et al., *De l'avant à l'après-guerre. L'extrême droite en Belgique francophone*, (Collection Pol-His, n° 12), Bruxelles, 1994, p. 41-77 ; P.-H. LAURENT, « Léon Degrelle and Belgian Rexism », dans G.-L. MOSSE (dir.), *International Fascism : next Thoughts and new Approaches*, (Sage Readers in 20th Century, n° 3), Londres-Beverly Hills, 1979, p. 295-315 ; D. WALLEF, « The Composition of Christus Rex », dans S. V. LARSEN, B. HAGTVET et J.-P. MYKLEBUST (dir.), *Who were the Fascists ? Social Roats of European Fascism*, Bergen-Oslo, 1980, p. 517-523 ; J. GÉRARD-LIBOIS, *Rex 1936-1940. Flux, reflux, tensions et dislocations*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 1226), Bruxelles, 1989 ; K. DEGANS, *Rex in het parlement 1936-1939*, mémoire de licence en histoire, KUL, Louvain, 1998 ; G. LAHAYE, *Le parti rexiste dans l'arrondissement de Liège, 1935-1940*, mémoire de licence en histoire, ULg, Liège, 1980 ; P. LEYDER, *Le rexisme dans la province de Luxembourg 1935-1940*, mémoire de licence en histoire, ULg, Liège, 1984 ; S. POPPELIER, *De pers van Rex*, mémoire de licence en histoire, RUG, Gand, 1996 ; F. BALACE, « La fin de l'équivoque du rexisme : l'élection partielle du 11 avril 1937 », dans *Les « Ça me dit » de l'Histoire. En mémoire et pour comprendre les années 1940*, Rossignol, 1991, p. 79-125 ; ID., « Rex aux élections communales de 1938 », dans *Les élections communales et leur impact sur la politique belge (1890-1970). Actes du 16^e Colloque international du Crédit communal de Belgique*, (Collection Histoire, n° 87), Bruxelles, 1994, p. 231-253 ; M. CONWAY, « Explications pour un échec », dans F. BALACE et al., *De l'avant à l'après-guerre... op. cit.*, p. 79-104 ; ID., *Degrelle. Les années de collaboration 1940-1944 : le rexisme de guerre*, Ottignies, 1994 ; ID., « Le rexisme de 1940 à 1944 : Degrelle et les autres », dans *Cahiers du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale*, t. 10, 1986, p. 5-55 ; J.-M. BODELET, *Le rexisme dans la province de Luxembourg, 1940-1944*, mémoire de licence en histoire, ULg, Liège, 1996, 3 vol. ; E. DE BRUYNE, *Les Wallons meurent à l'Est. La Légion Wallonie et Léon Degrelle sur le front russe, 1941-1945*, Bruxelles, 1991 ; M. SIMON, *Jeunesse rexiste et légionnaire (1940-1945). Du feu de camp... au coup de feu*, La Gleize, 1995. Voir aussi la note 106.

chrétiennes dans une société sécularisée. Rapidement, ils manifestent leur intention de prolonger leur apostolat par un renouveau socio-politique. Ils font des émules à l'Université de Louvain, puis en dehors de celle-ci.

En 1933-1934, Rex s'engage de plus en plus ouvertement sur le terrain politique, en invoquant les idéaux d'un corporatisme catholique à relents autoritaires. Il critique les carences du parti confessionnel. Au nom de l'incompatibilité entre l'Action catholique et le militantisme politique, le Secrétaire général de M^{gr} Picard prend ses distances (3 janvier 1934), avant d'obtenir une séparation à l'amiable (avril-mai 1935). Degrelle intensifie sa dénonciation des tares de l'Union catholique, qu'il dit vouloir régénérer de l'intérieur. Son coup d'éclat de Courtrai (2 novembre 1935) est suivi d'une rupture (21 février 1936). Rex se présente comme une force politique indépendante aux élections du 24 mai 1936, en menant campagne contre les « pourris », menacés d'un coup de balai.

Le rexisme cesse alors d'être un mouvement de jeunes catholiques réactionnaires pour devenir le point de ralliement d'une coalition hétéroclite de mécontents : vétérans de 1914-1918, militants des ligues nationalistes, commerçants traumatisés par la dévaluation de 1935 et par l'émergence de nouvelles formes de distribution, paysans inquiets devant la commercialisation croissante de l'agriculture... Son populisme prépopujadiste lui permet de polariser de nombreux votes protestataires : en obtenant 11,5 % des voix au niveau national (mais 29,1 % dans le Luxembourg, 20,4 % dans le Namurois, 19,4 % dans la province de Liège), Rex capte un suffrage francophone sur six. Il recueille d'emblée 21 sièges sur 202 à la Chambre, au détriment de tous les partis traditionnels, surtout du parti catholique.

Toutefois, la direction impulsive de Degrelle, l'agitation bruyante créée par ses partisans, la médiocrité du groupe parlementaire rexiste, l'alliance conclue avec les nationalistes flamands du VNV, la révélation de contacts noués avec des dictatures étrangères et le sursaut des formations démocratiques aliènent au nouveau parti une part croissante de son électorat. Provoquée par Degrelle, l'élection partielle de Bruxelles (11 avril 1937), face à Paul Van Zeeland, tourne à son désavantage. Le scrutin est précédé d'une intervention de M^{gr} Van Roey, dont l'influence sur le corps électoral ne doit pas être surestimée : il n'empêche que le primat de Belgique enjoint aux fidèles de voter pour le Premier ministre, en dénonçant Rex comme « un danger pour le pays et pour l'Église ». L'échec de Degrelle dans sa stratégie plébiscitaire mène son organisation à l'étiollement. En vagues successives, les défections se multiplient, tandis que les inconditionnels d'une ligne profasciste radicalisent le mouvement, qui s'ancre toujours plus à l'extrême droite de l'échiquier politique. Il s'ensuit une déroute aux élections législatives du 2 avril 1939 : 4,4 % des voix et 4 sièges seulement. À la veille de

l'invasion allemande de mai 1940, les rexistes ne constituent plus qu'une force politique marginale, mise à l'écart du pilier catholique.

On connaît la suite. La collaboration avec le Reich achève de couper Rex de la grande majorité de la population, sans lui valoir pour autant le crédit de la *Militärverwaltung*. Viennent ensuite l'engagement de la Légion Wallonie au front de l'Est, l'alignement sur la SS et, surtout à la fin de l'Occupation, la folie meurtrière. Alors que Degrelle trouve refuge en Espagne, nombre de rexistes sont lourdement condamnés ou exécutés après la Libération ⁴.

b) L'Union démocratique belge (UDB)

Dès 1941, un groupe de jeunes intellectuels francophones publie un *Avant-projet de pacte sur l'union travailliste*. Parmi ceux-ci, quelques catholiques de sensibilité démocrate chrétienne dont Marcel Grégoire, journaliste à *La Cité chrétienne*, et Jacques Basyn, membre de plusieurs cabinets ministériels durant l'entre-deux-guerres. Des socialistes collaborent avec eux, notamment Léon Delsinne et Achille Van Acker. Ils se réunissent autour d'un objectif commun : dépasser le clivage confessionnel qui divise les travailleurs et œuvrer à une recomposition du paysage politique sur la base d'une ligne de partage socio-économique. En septembre 1944, Grégoire, Basyn et Antoine Delfosse, ancien ministre catholique, fondent l'Union démocratique belge (UDB) ⁵. Celle-ci se présente comme un mouvement. Elle tente en vain d'orienter la rénovation du parti catholique dans un sens travailliste ⁶. Elle rassemble essentiellement des catholiques issus des milieux

4. Parmi eux figurent des militants du premier noyau de catholiques intransigeants. Citons trois exemples : José Streel, ancien vice-président de la JEC liégeoise, qui a rompu avec Degrelle en janvier 1943, mais persévéré dans la voie de la collaboration ; Victor Matthys, recruté dans le milieu estudiantin louvaniste, devenu « chef ad interim » de Rex le 6 août 1941 ; Jean-Pierre Quoirin, ancien jéciste, devenu sergent dans la SS, puis chef d'état-major de la Jeunesse légionnaire. Sur José Streel, idéologue du rexisme, voir M. CONWAY, « Du catholicisme à la collaboration : le cas de José Streel », dans D. MARTIN et A. COLIGNON (dir.), *1940, Belgique. Une société en crise, un pays en guerre. Actes du colloque tenu à Bruxelles du 22 au 26 octobre 1990*, Bruxelles, 1993, p. 305-326 ; A. DE BRUYNE, « José Streel », dans *De Kwade jaren*, t. 9, Brecht-Anvers, 1976, p. 201-242 ; J.-M. DELAUNOIS, *De l'Action catholique à la collaboration. José Streel*, Bourtembourg-Bruxelles, 1993 (point de vue discuté et discuté) ; ID., « De l'exaltation spirituelle à l'action politique. José Streel ou le tragique destin d'un collaborateur belge », dans *Revue du Nord*, t. 77, 1995, p. 599-611.

5. Sur l'UDB, voir W. BEERTEN, *Le rêve travailliste en Belgique. Histoire de l'UDB, 1944-1947*, (*Histoire du mouvement ouvrier en Belgique*, t. 11), Bruxelles, 1990 ; ID., « L'Union démocratique belge, une expérience avortée », dans M.-Th. COENEN et S. GOVAERT (dir.), *Le rassemblement des progressistes 1944-1976*, (*Collection Pol-His*, n° 22), Paris-Bruxelles, 1999, p. 23-51 ; E. DHOOGHE, *De « Union démocratique belge » : een nieuwe partij in een voelige naoorlogse periode. Bevrijding 1944 - februari 1946*, mémoire en sciences politiques et administratives, RUG, Gand, 1978 ; J.-C. WILLAME, *L'Union démocratique belge (UDB) : essai de création travailliste*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 743-744), Bruxelles, 1976.

6. Voir W. BEERTEN, *Le rêve travailliste...*, op. cit., p. 41-59 ; M. VAN DEN WIJNGAERT, *Ontstaan en stichting van de CVP-PSC. De lange weg naar het Kerstprogramma*, Bruxelles-Amsterdam-Anvers, 1976 ;

démocrates-chrétiens francophones, mais aussi des socialistes et des libéraux. Le parti libéral rechigne toutefois à s'engager dans ce qui lui apparaît comme une aventure. Si plusieurs personnalités socialistes ont participé à la rédaction de l'*Avant-projet* de 1941, le PSB refuse de se saborder au profit d'un parti « démocratique » nouveau et hypothétique. Bien que les catholiques paraissent majoritaires au sein de l'UDB, les dissensions entre ce mouvement et les artisans du futur PSC limitent les chances de réussite du projet travailliste. Si l'UDB se reconnaît dans certains accents du programme de Noël 1945, elle critique la prédominance d'une aile droite au sein du PSC, qui enlève à ce parti tout caractère authentiquement social. En outre, le PSC demeure à ses yeux un parti confessionnel. Dès juin 1945, les ponts sont coupés : les udébigistes ne se rallieront pas au PSC⁷. Après avoir échoué dans leur tentative de créer une formation progressiste avec la collaboration des différentes familles politiques, les promoteurs de l'UDB décident de constituer leur propre parti, embryon d'une large formation travailliste. L'UDB se dote d'un organe, *La Cité nouvelle*. Elle est étroitement soutenue par le périodique liégeois indépendant *Forces nouvelles*.

En juillet 1945, les parlementaires socialistes, libéraux et communistes votent un projet de loi qui soumet le retour du roi à l'autorisation préalable des Chambres. Antoine Delfosse, président de l'UDB, ajoute sa voix à celles de la majorité. Ce vote provoque la démission des ministres catholiques du gouvernement d'union nationale Van Acker I. Contraint de reconstruire une coalition, le Premier ministre se tourne vers l'UDB. En août 1945, celle-ci fait son entrée au gouvernement avec trois portefeuilles ministériels pour Marcel Grégoire (Justice), Jacques Basyn (Dommages de guerre) et Franz de Voghel (Finances).

En janvier 1946, le gouvernement Van Acker II décide d'anticiper les élections. L'UDB est prise de court. Le scrutin de février 1946 se solde par un échec cuisant. Le parti ne recueille que 2,16 % des suffrages et un siège par apparemment provincial. Le manque de temps et la jeunesse de l'appareil udébigiste sont loin d'expliquer, à eux seuls, cette défaite. De nombreux militants au sein des milieux démocrates-chrétiens francophones, qui constituent potentiellement l'électorat privilégié de l'UDB, ont préféré donner leur confiance au PSC, à l'image du groupe La Relève. Les attermoissements du Mouvement ouvrier chrétien (MOC), qui refuse de choisir entre le PSC et l'UDB, semblent aussi avoir joué en défaveur de la seconde. À l'inverse, la prise de position nette de l'ACW en faveur du CVP détourne une bonne part de l'électorat démocrate-chrétien flamand. Enfin, la restauration des

ID., « De "catholique" à "chrétien populaire" (1936-1951) », dans W. DEWACHTER et al., *Un parti dans l'histoire. 1945-1995. 50 ans d'action du Parti social chrétien*, Louvain-la-Neuve, 1996, p. 33-51.

7. J.-L. JADOUILLE, « Les visages de l'Église de Belgique à la veille du concile Vatican II », dans Cl. SOETENS (dir.), *Vatican II et la Belgique*, Ottignies-Louvain-la-Neuve, 1996, p. 38-40.

citadelles confessionnelles au lendemain de la Libération, l'absence de soutien du PSB et du PSC ruinent tout espoir d'un rapprochement par-delà les clivages hérités du passé.

Après les élections de février 1946, l'UDB modifie sa stratégie et prend position en faveur d'une coalition PSC/PSB. Cette formule lui paraît susceptible de contraindre les sociaux chrétiens à se débarrasser de leur aile droite et le PSB à afficher clairement ses volontés réformistes. Cependant, il semble que la défaite électorale ait entraîné la désaffection de nombreux militants et, finalement, l'étiollement de l'UDB.

c) Le Rassemblement social-chrétien de la liberté (RSCL)

Le Rassemblement social chrétien de la liberté (RSCL) est né en septembre 1953 sous l'égide d'Émile Welter, député et conseiller communal PSC d'Etterbeek, et d'André Saint-Remy, député-bourgmestre PSC de Saint-Josse-ten-Noode. Il se veut d'abord un groupe de pression critique à l'égard de la politique de répression de la collaboration et des accents jugés trop « marxistes » du PSC. Il désire élargir l'audience du Parti social chrétien en direction des classes moyennes.

Dès octobre 1953, les instances dirigeantes sociales chrétiennes réprovent l'existence de ce mouvement. Elles réclament sa dissolution. Le PSC a, en effet, mis fin au système des *standen* en vigueur dans l'entre-deux-guerres et se veut unitaire. Malgré plusieurs tentatives de conciliation⁸, le RSCL refuse d'obtempérer. En janvier 1954, il se transforme en un parti distinct.

Aux élections législatives d'avril 1954, le RSCL obtient un siège, occupé par André Saint-Remy. Un peu plus tard pourtant, ce député réintègre le groupe PSC. En 1955, il participe avec Jean-Pierre de Crayencourt à la fondation du Mouvement des indépendants chrétiens (MIC)⁹, qu'il préside. La direction du RSCL est reprise par Jean-Marc Evrard, membre sortant du PSC et bourgmestre de Woluwe-Saint-Pierre. En 1957, ce dernier transforme le parti en un Rassemblement national¹⁰, qui reçoit le soutien de *La Libre Belgique* aux élections de mars 1961, sans grand succès.

8. Voir CPCP, *Archives du PSC*, n° 21-11. Outre la correspondance échangée avec le PSC, les archives contiennent des documents variés : tracts, bulletins d'adhésion, notes sur l'orientation du RSCL, communiqués, programmes, statuts, correspondances diverses, coupures de presse. Les archives du PSC sont gérées par le Centre permanent pour la citoyenneté et la participation (CPCP) et sont déposées au siège du PSC à Bruxelles, rue des Deux Églises, n° 43.

9. D. DUSTIN, « Les structures du Parti social-chrétien de la distanciation de 1968 à nos jours », dans W. DEWACHTER et al., *Un parti dans l'histoire...*, op. cit., p. 252.

10. Voir *Le Rassemblement national. Un nouveau parti en Belgique ?*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 3), Bruxelles, 1959 ; *Les partis politiques non traditionnels*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 101), Bruxelles, 1961.

d) Le Parti pour la liberté et le progrès (PLP)

Dès les premières années qui suivent la Libération, la polarisation de la scène politique autour de la question royale, puis de la question scolaire, ainsi que la résistance des organisations catholiques et socialistes à tout projet travailliste, entraînent la réactivation du clivage confessionnel. Ce processus ruine tout à la fois les espoirs de l'UDB et le projet de déconfessionnalisation du PSC¹¹. Le PSB et le parti libéral se crispent également dans une attitude défensive par rapport au « monde » catholique. De 1944 au début des années 1960, la vie politique belge est donc marquée par un haut degré de cloisonnement¹². À la fin des années 1950 et au début des années 1960, par contre, des signes d'un certain déblocage apparaissent¹³. Dès novembre 1958, les partis entérinent le Pacte scolaire, voté en mai 1959. Ce compromis met fin à l'antagonisme entre la droite cléricale et la gauche anticléricale sur le terrain de l'école. À peine la question scolaire paraît-elle résolue que le conflit communautaire passe au premier plan. Les grèves de l'hiver 60-61, la politique linguistique du gouvernement Lefèvre-Spaak, les tensions entre le Mouvement populaire wallon (MPW) et le PSB, les marches flamandes sur Bruxelles (octobre 1961 et 1962), les lois linguistiques de 1962 et 1963, puis l'affaire de Louvain (1968) suscitent des interrogations semblables chez des personnalités séparées jusque-là par le clivage confessionnel. Ce processus de décloisonnement progressif de la vie politique entraîne sans doute des résistances dans le chef des piliers catholique, socialiste et, dans une moindre mesure semble-t-il, au sein du « monde » libéral¹⁴. Il est toutefois à l'origine d'une certaine recomposition du paysage politique belge. Deux phénomènes doivent être distingués : l'ouverture — avec des fortunes très diverses — des

11. Voir notamment R. AUBERT, « L'Église catholique et la vie politique en Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale », dans *Res publica*, t. 15, 1973, p. 183-203 ; M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *L'Église et l'État au XX^e siècle*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 542-543), Bruxelles, 1971 ; E. GERARD et M. VAN DEN WIJNGAERT, *In het teken van de regenboog. Geschiedenis van de katholieke partij en van de Christelijke Volkspartij*, Bruxelles-Amsterdam-Anvers, 1985, p. 67-68 ; E. LENTZEN et X. MABILLE, *Rythmes et changements dans la politique belge*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 1500), Bruxelles, 1995, p. 27.

12. E. LENTZEN et X. MABILLE, *Rythmes...*, *op. cit.*, p. 26 ; P. DELWIT et J.-M. DE WAELE (dir.), *Les partis politiques...*, *op. cit.*, p. 12-13.

13. Voir notamment *Conjoncture politique belge*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 147), Bruxelles, 1962, p. 5-7 ; J. GERARD-LIBOIS et X. MABILLE, *1000 C.H. du CRISP. Facteurs et acteurs de changement : 1959-1983*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 1000), Bruxelles, 1983, p. 4-6 ; E. LENTZEN et X. MABILLE, *Rythmes...*, *op. cit.*, p. 26-28 ; V.-R. LORWIN, *Conflits et compromis dans la politique belge*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 323), Bruxelles, 1966, p. 25-28 ; R. VANDER GUCHT, « Appartenance confessionnelle et structuration de la vie sociale en Belgique », dans *La Foi et le temps*, t. 10, 1980, p. 166-210.

14. Voir par exemple : A.-P. FROGNIER et P. DELFOSSE, « Le système des partis en Belgique », dans *Res publica*, t. 14, 1974, p. 406. Sur les freins opposés à la déconfessionnalisation de la vie politique, voir J. GERARD-LIBOIS et X. MABILLE, *1000 C.H. du CRISP...*, *op. cit.*, p. 6 ; E. LENTZEN et X. MABILLE, *Rythmes...*, *op. cit.*, p. 27 ; V.-R. LORWIN, *Conflits et compromis...*, *op. cit.*, p. 27-28.

partis libéral et socialiste d'une part, la naissance de partis à vocation communautaire, comme le Front démocratique des Bruxellois francophones et le Rassemblement wallon d'autre part.

En octobre 1961, le Parti libéral, présidé depuis le mois de mai par Omer Vanaudenhove, se transforme en Parti de la liberté et du progrès (PLP)¹⁵. Il se présente comme pluraliste, largement ouvert aux catholiques. Cette entreprise de rénovation est le résultat d'une conjonction de plusieurs facteurs. Elle a été préparée par le prédécesseur d'Omer Vanaudenhove, Roger Motz.

La conclusion du Pacte scolaire semble d'abord avoir créé un vide idéologique au sein de la « famille » libérale¹⁶. À la fin de l'année 1959, le parti entame un travail de rénovation doctrinale qui relègue au second plan la défense de l'école publique, pour mettre l'accent sur les positions économiques et sociales. De la sorte, il ouvre la voie à un rapprochement avec certains catholiques. En novembre 1959, Roger Motz, devenu président (en décembre 1958), réunit un congrès doctrinal où il tire les conclusions de la pacification scolaire : il prône la tolérance religieuse ; il plaide pour un enseignement neutre et humaniste. D'autres facteurs que le compromis scolaire semblent avoir favorisé la transformation du Parti libéral. Ainsi, les grèves de l'hiver 60-61 ont sans doute accéléré le processus de déconfessionnalisation en cours. L'ampleur des troubles provoqués par la Loi unique, votée par la majorité sociale-chrétienne-libérale, fait en effet craindre une forte poussée des partis de gauche. Les revendications fédéralistes qui émergent alors inquiètent également le parti libéral, profondément attaché à l'unité du pays. Pour conjurer ces deux menaces, les libéraux doivent élargir leur audience électorale. La perspective d'une

15. Sur la transformation du parti libéral en PLP et la présidence d'O. Vanaudenhove, voir *Bilan d'une présidence au PLP : Omer Vanaudenhove (1961-1969)*, t. 2, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 434-435), Bruxelles, 1969 ; *Facteurs de changements dans le monde catholique, socialiste et libéral, à la veille des élections communales d'octobre 1964*, t. 4 : *Facteurs de changements observés dans le monde libéral*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 257), Bruxelles, 1964 ; F. DOMS, « *La Révolution est au Centre* ». *Naissance et émergence du Parti de la liberté et du progrès – PLP, principalement vues par la presse francophone belge (mars 1961 – mai 1965)*, mémoire de licence en histoire, UCL, Louvain-la-Neuve, 1998 ; V. HASCAL et M. DETAILLE, « *Vingt ans de libéralisme en Wallonie et à Bruxelles. Du Parti Libéral au Parti réformateur libéral (1961-1980)* », dans *Res publica*, t. 23, 1981, p. 345-358 ; W. PREVENIER et L. PAREYN, « *La fondation du PLP-PVV et ses conséquences (1958-1969)* », dans *Les libéraux de 1846 à 1996*, Bruxelles, 1996, p. 166-179. Les auteurs ont publié la même contribution dans H. HASQUIN et A. VERHULST (dir.), *Le libéralisme en Belgique. Deux cents ans d'histoire*, Bruxelles, 1989, p. 331-340 ; *La réforme du parti libéral : naissance du Parti de la liberté et du progrès (PLP)*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 125), Bruxelles, 1961. Pour un panorama plus ample de l'histoire du parti libéral, voir V. HASCAL, *Brève histoire de la famille libérale au XX^e siècle*, Bruxelles, 1977 ; H. HASQUIN et A. VERHULST (dir.), *Le libéralisme en Belgique... op. cit.* ; L. PAREYN, *De evolutie van de Belgische Liberale Partij naar de Vlaamse PVV*, mémoire de licence en sciences politiques, RUG, Gand, 1974 ; Ph. VAN CRANEM, *Du P.L. au P.R.L. Évolution d'une politique d'ouverture*, mémoire de licence en affaires publiques et internationales, UCL, Louvain-la-Neuve, 1986.

16. W. PREVENIER et L. PAREYN, *La fondation du PLP-PVV... op. cit.*, p. 166.

ouverture en direction des catholiques apparaît de plus en plus vitale. La chute inopinée du gouvernement Eyskens (en mars 1961) semble avoir précipité l'évolution en cours.

Dès les élections du 26 mars, le parti libéral se présente donc comme ouvert aux chrétiens. La rapidité avec laquelle il doit se préparer au scrutin l'empêche de concrétiser ce projet. S'il augmente légèrement son score électoral (+ 0,4 %), il perd un siège. Initié sous la présidence de Roger Motz, l'élargissement se concrétise sous Omer Vanaudenhove. L'état de la recherche suggère différentes phases de ralliements. Au lendemain du congrès constitutif d'octobre 1961, le jeune PLP n'attire que de rares personnalités catholiques. Il faut citer surtout Charles Poswick, ancien chef de cabinet de Joseph Pholien, Premier ministre du gouvernement PSC homogène en place de 1950 à 1952, le baron Louis Zurstrassen, sénateur PSC de Verviers, le sénateur social chrétien Robert Ancot et Joseph Moreau de Melen¹⁷. La plupart de ces personnalités viennent de l'aile conservatrice du PSC. Leur intégration semble se passer sans heurt. Le parti leur ouvre ses listes et plusieurs transfuges se voient octroyer des places en ordre utile. D'autres obtiennent des responsabilités dans différentes instances du PLP, de la direction nationale aux équipes locales. En 1964-1965, les libéraux connaissent une deuxième phase de ralliements, nettement plus nombreux. Ils parviennent ainsi à intégrer sur leurs listes suffisamment de candidats réputés catholiques pour attirer une large frange de l'électorat de la même mouvance. Aux élections législatives de 1965, le PLP remporte un succès électoral majeur : il passe de 20 à 48 députés. En Wallonie, les libéraux recueillent 25,7 % des suffrages, contre 12,7 % en 1961. Plusieurs catholiques sont élus sur leurs listes¹⁸. Charles Poswick obtient le portefeuille de la Défense nationale dans le gouvernement Vanden Boeynants-De Clercq (1966-1968). Enfin, l'affaire de Louvain semble avoir amené au PLP une troisième vague de personnalités catholiques, sans toutefois que l'électorat se soit notablement élargi¹⁹. En 1968, sur 47 députés libéraux, 10 sont d'origine catholique.

Les difficultés que connaît la famille libérale dans les années 1970 ne paraissent pas avoir remis en question le projet pluraliste de 1961, repris par le PLP francophone (1972-1973), puis par le PLPW (1973-1979). Le PRLW

17. Le PLP aurait suscité l'adhésion d'environ 200 étudiants à l'UCL. Voir *Le PLP : situation interne et perspectives politiques*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 160), Bruxelles, 1962, p. 10.

18. Pour plus de détails, voir *Le PLP et les élections du 23 mai 1965*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 289), Bruxelles, 1965. Signalons que cette victoire électorale a été précédée d'une campagne de presse catholique, visant à déconsidérer l'opération d'élargissement du parti à partir de péripéties survenues dans la ville et dans la province de Namur. Voir F. DOMS, « " Chrétien, souviens-toi de Namur " : une menace pour l'élargissement du PLP-PVV (octobre 1964-mai 1965) ? », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. XXIX, 1999, p. 337-384.

19. Voir *La préparation des élections législatives du 31 mars 1968 : la stratégie des candidatures dans les partis*, t. 1-2, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 400-401), Bruxelles, 1968.

(Parti des réformes et de la liberté de Wallonie), issu en 1976 de la fusion entre le PLPW et une frange du Rassemblement wallon conduite par François Perin, Jean Gol et Étienne Knoops, une personnalité catholique, confirme ce profil pluraliste. Tout comme le PRL, né en 1979 du rapprochement entre le PRLW et le Parti libéral bruxellois, héritier du Parti libéral démocrate et pluraliste, qui s'était séparé en 1973 du PLP francophone²⁰. Le parti libéral compte ainsi plusieurs figures de proue d'origine catholique. Il faut citer notamment Louis Olivier, François-Xavier de Donnée, André Bertouille, Jacqueline Mayence, Étienne Knoops, André Damseaux, Pierre Hazette... Depuis 1993, il forme une confédération avec le FDF que rejoint, en décembre 1998, une dissidence sociale chrétienne emmenée par l'ancien président du PSC, Gérard Deprez, elle-même constituée en Mouvement des citoyens pour le changement (MCC). Contrairement au FDF et à l'instar du PSB-PS, le Parti libéral ne semble pas avoir mis sur pied un dispositif particulier pour équilibrer les tendances catholique et laïque en son sein : les convictions philosophiques et religieuses de ses membres demeurent généralement dans la sphère privée.

e) Le Parti socialiste (PS)

L'existence d'un certain nombre de militants protestants dans les rangs socialistes, particulièrement en Hainaut et plus encore au Borinage, est relativement bien connue²¹. On peut citer à titre d'exemple le pasteur David Blume, époux d'Isabelle Blume, auteur d'un essai intitulé *Christianisme et socialisme* (1926). En 1922, une Fédération des socialistes-chrétiens belges voit d'ailleurs le jour²². Par contre, la présence de catholiques n'a pas encore fait l'objet d'investigations spécifiques. Si la « famille » socialiste paraît bien avoir compté en son sein des croyants, pratiquants ou non, ceux-ci ont toujours été nettement minoritaires. Pareil état de fait s'explique fondamentalement par l'influence de la libre pensée aux origines du mouvement socialiste. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'anticléricalisme

20. Voir V. HASCAL et M. DETAILLE, *Vingt ans de libéralisme...*, op. cit., p. 350-352, 356 ; M. D'HOORE, « Le "paradoxe libéral". Essai d'analyse de l'évolution du PRL (1979-1995) », dans P. DELWIT et J.-M. DE WAELE (dir.), *Les partis politiques...*, op. cit., p. 101-124.

21. Sur le protestantisme belge au 20^e siècle, voir surtout F. DELHOVE, *Histoire du protestantisme belge depuis la création de l'État belge jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, 1830-1939*, Lausanne, 1953 ; É.-M. BRAEKMAN, « 150 ans de vie protestante en Belgique », dans *Bulletin de l'Association pour l'histoire du protestantisme belge*, t. 7, 1980, p. 197-212. Sur les engagements politiques des protestants, voir J. PIROTTE, « Percée et stagnation d'une Église protestante dans les milieux ouvriers wallons depuis 1837 », dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. LI, 1973, p. 371-380 ; J. PUISSANT, « Foi et engagement politique. Quelques réflexions sur la signification sociale du réveil protestant dans le Borinage », dans *Problèmes d'histoire du christianisme*, t. 11, Bruxelles, 1982, p. 3-26.

22. J. TYSENS, *Strijdpunt of pasmunt ? Levensbeschouwelijk links en de schoolkwestie, 1918-1940*, Bruxelles, 1993, p. 93.

et les positions libres-exaministes demeurent encore très vifs au sein du POB²³. L'opposition entre le Parti catholique et le Parti ouvrier belge est à la mesure des trente années de gouvernement homogène catholique que la Belgique vient de connaître.

Dès le début du 20^e siècle pourtant, certains socialistes — emmenés par Émile Vandervelde — adoptent des positions plus modérées²⁴. S'ils rejettent toute forme de cléricisme, ils se refusent à voir une quelconque incompatibilité entre socialisme et religion chrétienne : ils s'inspirent de la doctrine d'Erfurt, qui s'impose progressivement à la social-démocratie européenne. Dans le courant des années 1920, Jules Destrée et Camille Huysmans, tous deux ministres des Arts et des Sciences (1919-1921, 1925-1927), mettent en œuvre une politique de pacification scolaire qui s'inspire de cette ligne plus ouverte. Celle-ci suscite néanmoins des résistances, surtout en Wallonie.

La présence d'une aile démocrate chrétienne flamande assez puissante et le poids du catholicisme dans le nord du pays semblent inciter les socialistes flamands à une attitude plus positive que dans le Sud ou même à Bruxelles. Pour les socialistes francophones, l'anticléricisme apparaît encore comme le moyen de détourner les masses du Parti catholique. Leurs réticences ne parviennent toutefois pas à empêcher la formation du gouvernement Poulet-Vandervelde en 1925²⁵.

À partir de 1926-1927, les partisans d'un durcissement de la politique scolaire du POB relèvent la tête. Au congrès de 1931, une majorité prend position pour une attitude plus nettement anticléricale. Lors du congrès de Noël 1933, cependant, le parti renoue avec les options pacificatrices de Vandervelde, Destrée et Huysmans. Vers 1934-1935, le planisme constitue même un pôle d'attraction pour des courants catholiques évoluant en marge de leur

23. Entretien de J.-L. JADOULE avec Léo MOULIN, Bruxelles, 3 mai 1996. Voir également J. PUISSANT, « Démocratie, socialisme, anticléricisme et inversement », dans R. MARX (dir.), *Aspects de l'anticléricisme du moyen âge à nos jours*, (*Problèmes d'histoire du christianisme*, n° 18), Bruxelles, 1988, p. 135-147 ; E. WITTE, « Déchristianisation et sécularisation en Belgique », dans H. HASQUIN (dir.), *Histoire de la laïcité, principalement en Belgique et en France*, Bruxelles, 1979, p. 149-175.

24. Sur cette tendance, ses protagonistes et les résistances qu'elle a suscitées pendant l'entre-deux-guerres, voir J. TYSSENS, *Strijdpunt of pasmunt ?...*, *op. cit.*, p. 86-161. Sur l'histoire du POB dans la première moitié du siècle, voir M. VAN HAEGENDOREN, *Le parti socialiste belge de 1914 à 1940*, (*Histoire du mouvement ouvrier en Belgique*, t. 4), Bruxelles, 1995. Pour les premières années du siècle, voir M. LIEBMAN, *Les socialistes belges, 1885-1914. La révolte et l'organisation*, (*ibid.*, t. 3), Bruxelles, 1979. De manière générale, on se reportera à la synthèse publiée à l'occasion du centenaire du parti : 1885/1985. *Du Parti ouvrier belge au Parti socialiste*, Bruxelles, 1985.

25. Sur cette expérience, qualifiée à tort de « travailliste », voir M. CALLISTRI, *Les perspectives travaillistes au sein du POB dans la formation du gouvernement Poulet-Vandervelde. Étude comparative des divergences et convergences idéologiques entre socialistes et démocrates chrétiens*, mémoire en sciences politiques et relations internationales, ULB, Bruxelles, 1981 ; E. GERARD, *De katholieke partij in crisis. Partijpolitiek leven in België (1918-1940)*, Louvain, 1985, p. 197-204 ; G. VANTHEMSCHE, « De val van de regering Poulet-Vandervelde : een "samenzwering der bankiers" ? », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. IX, 1978, p. 165-214.

pilier d'origine ²⁶. Toutefois, l'incapacité d'Henri de Man à mettre ses projets en application, ainsi que le blocage de la question scolaire sous les gouvernements Van Zeeland I et II (1935-1937), contribuent à marginaliser les velléités de rapprochement avec les catholiques, incarnées notamment par Paul-Henri Spaak.

L'histoire de l'UDB illustre les résistances de l'appareil socialiste à toute hypothèse travailliste au lendemain de la Libération. La question royale et la querelle scolaire, qui monopolisent successivement le débat politique entre 1945 et 1958, contribuent à cimenter le bloc socialiste contre la « droite cléricale ». Seuls quelques-uns — comme l'équipe de l'hebdomadaire *La Gauche* — semblent souhaiter une ouverture à certains chrétiens progressistes. Le dialogue entre catholiques et socialistes paraît relégué hors de la sphère des deux partis. Les groupes Esprit constituent un lieu privilégié de rencontre, fréquenté par un certain nombre de socialistes engagés au PSB ou à la FGVB. Parmi eux, on peut citer Guy Spitaels, Roger Lallemand, René De Schutter, André Schreurs, Ernest Glinne, Camille Deguelle et René Loozen ²⁷.

Entre 1956 et 1961, un socialiste flamand, Walter Van Boxelaer, tente cependant d'organiser au sein du PSB un dialogue entre catholiques, protestants et non-croyants. Ses efforts débouchent sur la création d'un Centre d'action travailliste (1958). Un certain nombre de catholiques qui n'appartiennent pas au PSB, comme les abbés Paul Leburton et Pierre Vanbergen, ou encore Jean Van Lierde, Jacques Taminiaux, Jan Grootaers..., semblent avoir participé aux réflexions de ce Centre ou au moins marqué leur sympathie à l'égard de ses travaux. Malgré le soutien de quelques personnalités socialistes de premier plan, comme Albert De Smaele ou Auguste Vermeylen, l'appareil du parti ignore les tentatives de Walter Van Boxelaer ²⁸.

En 1969, soit huit ans après l'élargissement du Parti libéral, le PSB offre aux catholiques progressistes de se joindre à lui. Le fameux appel au rassemblement des progressistes de Léo Collard, lancé à l'occasion de la fête du 1^{er} mai, ne rencontre toutefois qu'un succès très mitigé dans les rangs chrétiens. Il suscite néanmoins l'apparition de nouveaux groupements, dont il sera question plus loin ²⁹. La prégnance du pilier catholique, au sein duquel le MOC trouve un relais politique à travers le PSC-CVP, et les résistances à l'intérieur de la « famille » socialiste, où Léo Collard paraît fort isolé, ruinent

26. J. TYSENS, *Strijdpunt of pasmunt ?...*, *op. cit.*, p. 144-150.

27. J.-L. JADOULLE, « Les visages de l'Église de Belgique... », *op. cit.*, p. 63-64.

28. Entretien de J.-L. JADOULLE avec Walter VAN BOXELAER, Bruxelles, 21 janvier 1994. Les archives du Centre d'action travailliste et des quelques groupements qui l'ont précédé ont été déposées à l'ARCA.

29. Sur le GPTC, voir *infra*.

tout projet de décloisonnement. Les analystes mettent en évidence six causes pour expliquer cet échec : le malaise interne du PSB, qui ne peut concilier le glissement vers le centre qu'impliquerait une alliance avec les chrétiens progressistes et le gauchissement que postulerait une entente avec les communistes ; le statut de « parti de la laïcité » que garde la formation socialiste, qui campe d'autant plus sur le versant anticlérical du clivage philosophique que les libéraux ont partiellement déserté celui-ci ; l'absence de culture d'union avec des forces plus modestes au sein de l'appareil socialiste, imbu de son hégémonie dans la gauche francophone ; la méfiance des démocrates-chrétiens de Wallonie et de Bruxelles envers les organisations concurrentes liées au PSB, attisée par l'hostilité des catholiques flamands à tout front des progressistes ; l'impossibilité de mener une union des gauches à la victoire dans un système électoral basé sur la représentation proportionnelle ; enfin, l'intensification des tensions communautaires, qui renvoie au second plan le clivage socio-économique, empêchant une polarisation du débat politique sur cette ligne de fracture ³⁰.

Reporté *sine die* par Edmond Leburton, qui succède à Collard, le souci d'ouverture aux catholiques est ranimé par André Cools, puis par Guy Spitaels ³¹. Les accents plus régionalistes du PS semblent porter leurs fruits à cet égard. Dans les années 1970 et surtout 1980, quelques personnalités issues du « monde » catholique, mais qui en déplorent les dérives cléricales, se rapprochent du Parti socialiste, via le MPW ou le Rassemblement populaire wallon (RPW). Il en est ainsi de Jean Mottard, ancien udéliste, militant au MPW, puis au PS. Après les élections de 1981, Yves de Wasseige et Jean-Émile Humblet siègent au Parlement sous l'étiquette RPW, comme apparentés au groupe PS ³². En 1984, après la disparition du RPW, Yves de Wasseige adhère au Parti socialiste. L'engagement wallon constitue ainsi un sas par lequel un petit nombre de personnalités issues de la mouvance catholique gagnent le PS.

f) Le Front démocratique des Bruxellois francophones (FDF)

Le décloisonnement relatif de la vie politique belge, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, amène le Parti libéral et le PSB à entreprendre, avec des fortunes diverses, un processus d'ouverture aux catho-

30. Entretiens de J.-L. JADOULLE avec Georges GORIELY, Bruxelles, 14 septembre 1996, et Walter VAN BOXELAER, Bruxelles, 20 septembre 1996. Voir également J.-M. DE WAELE, « Introduction : face au système des piliers », dans M.-Th. COENEN et S. GOVAERT (dir.), *Le rassemblement des progressistes...*, *op. cit.*, p. 11-20 ; P. DELWIT, « L'accueil mitigé des socialistes », dans *ibid.*, p. 85-126 ; P. VERJANS, « Les démocrates chrétiens wallons pris en tenaille », dans *ibid.*, p. 127-139 ; P. PATAER, « Le grand silence des catholiques flamands », dans *ibid.*, p. 141-152.

31. R. VANDER GUCHT, « Appartenance confessionnelle... », *op. cit.*, p. 181-182.

32. Entretien de J.-L. JADOULLE avec Jean-Émile HUMBLET, Genval, 3 décembre 1996.

liques. La fin de la guerre scolaire et l'émergence au premier plan du conflit communautaire favorisent, au même moment, la création de partis pluralistes, dont le Front démocratique des Bruxellois francophones (FDF) et le Rassemblement wallon (RW).

Dès 1961, les régionales bruxelloises de différents mouvements wallons et diverses associations francophones se fédèrent en un Front pour la défense de Bruxelles, qui se transforme en Front des francophones de Bruxelles. Celui-ci va progressivement donner naissance au Front démocratique des Bruxellois de langue française (11 mai 1964)³³. Il se présente sous le nom de Front démocratique des Bruxellois francophones aux élections de mai 1965. Il recueille quatre sièges au Parlement. Le FDF rassemble des personnalités venant de milieux très divers. Du côté catholique, il faut mentionner surtout : André Lagasse, professeur à l'UCL, membre du Rassemblement pour le droit et la liberté, venu au FDF via Rénovation wallonne ; Lucien Outers, secrétaire général de Rénovation wallonne ; Victor Laloux, également membre de Rénovation wallonne et ancien échevin PSC ; Jacques Taminioux et Joseph Maisin, tous deux professeurs à l'UCL. Lagasse, Outers, Laloux et Robert Royer³⁴ deviennent membres du comité directeur du parti.

En 1968, le FDF se fédère avec une autre formation communautaire et pluraliste, le Rassemblement wallon. Le conseil général du FDF-RW est dirigé par Jean Duvieusart, dont il sera question plus loin, et par Lucien Outers, toujours secrétaire général de Rénovation wallonne et député FDF. Le rapprochement FDF-RW confirme les deux partis dans leurs options pluralistes.

Les élections communales de 1970 sont marquées par la réussite de l'alliance conclue entre le FDF et la Démocratie bruxelloise, un mouvement d'inspiration sociale chrétienne animé par le député PSC François Persoons, qui passe ensuite dans les rangs fédéralistes. Ce succès amène au FDF plusieurs personnalités catholiques de la mouvance de la Démocratie Bruxelloise, comme François Martou, Georges Clerfayt, Jacques De Cuyper, René Thierry, Didier Van Eyll...

Hormis quelques individualités, dont Didier Gosuin, il ne semble pas que le parti ait connu, depuis lors, de nouveaux ralliements. À partir des

33. Sur la genèse du FDF, voir P. LEFÈVRE, « Le FDF : seize ans d'expérience pluraliste », dans *Res publica*, t. 22, 1980, p. 385-387 ; *Le « phénomène » FDF*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 299), Bruxelles, 1965 ; J. DE BRABANTER, *Ontstaan en ontwikkeling van de taalpartij FDF (1960-1970)*, mémoire en sciences politiques, VUB, Bruxelles, 1980 ; P. DEBONGNIE, *FDF 1964-1981. Dix-sept ans de combat pour la défense de Bruxelles*, s.l.n.d. ; Ch. KESTELOOT et A. COLIGNON, « Le FDF : l'échec d'une expérience pluraliste », dans P. DELWIT et J.-M. DE WAELE (dir.), *Les partis politiques...*, op. cit., p. 170.

34. Président de Rénovation wallonne. Sur Rénovation wallonne, voir *infra*, la contribution de M. LIBON et P. SAUVAGE, 12. Les engagements politiques hors des partis.

années 1980, son profil pluraliste se serait même estompé³⁵. La réalisation du fédéralisme et l'avènement de la Région bruxelloise, ainsi que la création de la fédération PRL-FDF (septembre 1993), ont sans doute provoqué un certain nombre de départs, notamment parmi les chrétiens de gauche³⁶. De manière globale, il semble bien que les catholiques aient toujours été une minorité au sein du parti.

Si le pluralisme au sein du FDF est d'abord un fait, les responsables du parti ont très tôt le souci de l'organiser pour éviter d'éventuelles dissensions. La désignation des membres des instances dirigeantes et l'attribution des places sur les listes pour les élections législatives, provinciales et communales font l'objet d'une pondération très fine entre tendances, sans que celles-ci soient pour autant organisées au sein du parti. Le caractère pluraliste de l'électorat du FDF semble l'avoir renforcé dans cette volonté d'équilibre³⁷.

g) Le Rassemblement wallon (RW)

L'évolution du Rassemblement wallon³⁸ est marquée par la dynamique du problème communautaire, puis contrariée par l'importance croissante des

35. Ch. KESTELOOT et A. COLIGNON, « Le FDF... », *op. cit.*, p. 169 ; K. DESCHOUWER, « Continuité en contradictoire : het FDF in de jaren tachtig », dans *Taal en sociale integratie*, t. 7, 1984, p. 105-130.

36. Entretien de J.-L. JADOULLE avec François MARTOU, Louvain-la-Neuve, 13 septembre 1996.

37. Entretiens de J.-L. JADOULLE avec François MARTOU, Louvain-la-Neuve, 13 septembre 1996, et Jean-Émile HUMBLET, Genval, 3 décembre 1996. Voir notamment P. LEFÈVRE, « Le FDF : seize ans... », *op. cit.*, p. 388-391 ; *Le FDF-RW*, fasc. 1, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 516), Bruxelles, 1971, p. 21-26 ; *La préparation des élections législatives du 7 novembre 1971 : la stratégie des candidatures dans les partis*, fasc. 1, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 537), Bruxelles, 1971, p. 21 ; Ch. KESTELOOT et A. COLIGNON, « Le FDF... », *op. cit.*, p. 169.

38. Sur l'histoire du Rassemblement wallon, voir *Aperçu de l'histoire du Rassemblement wallon*, Huy, Commission historique du RW de Huy-Waremme, 1981 ; *Le Parti wallon*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 367), Bruxelles, 1967 ; *Le FDF-RW*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 516-517), Bruxelles, 1971 ; *L'évolution du Rassemblement wallon d'avril 1974 à mars 1977*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 786), Bruxelles, 1978 ; M. BOLOGNE, « Les "partis wallons" de 1910 à 1975 », dans *L'histoire du mouvement wallon. Journée d'étude de Charleroi, 26 février 1976*, (*Études et documents de l'Institut Jules Destrée*), Charleroi, 1978, p. 19-26 ; J.-M. CASTIAUX, *La participation du Rassemblement wallon au gouvernement Tindemans (1974-1977). Première expérience d'association d'un parti communautaire aux responsabilités du pouvoir*, mémoire de licence en sciences politiques et relations internationales, ULB, Bruxelles, 1979 ; Ph. DESTATTE, *L'identité wallonne. Aperçu historique*, Namur, 1991, p. 75-79, 84, 90-92, 97 ; W. DEWACHTER et al., « Morphologie des partis politiques belges, 1970-1985 », dans *Res publica*, t. 30, 1988, p. 686-698 ; Ch. DUTRY, *L'évolution et la crise du Rassemblement wallon*, mémoire de licence en relations internationales, UCL, Louvain-la-Neuve, 1979 ; J. GHEUDE, *François Perin. Espoirs et désillusions d'un non-conformiste*, Liège, 1981, p. 75-129 ; ID., *François Perin, écrits et mémoires*, Gerpinnes, 1998, p. 88-131 et 274-322 ; Ch. KESTELOOT, « Le Rassemblement wallon et les élections communales : une présence éphémère », dans *Les élections communales...*, *op. cit.*, p. 255-273 ; F. LADU, *Le Rassemblement wallon : évolution et perspectives (1968-1977)*, mémoire de licence en histoire, ULB, Bruxelles, 1995 ; P. LEFÈVRE, « Le Rassemblement wallon au gouvernement : défi au gouvernement ou défi au parti ? », dans *Res publica*, t. 19, 1977, p. 391-406 ; F. PERIN, *Histoire d'une nation introuvable*, Bruxelles, 1988, p. 198-242 ; W. S. PLAVSIC, « La composition des listes au FDF et au RW », dans *Res publica*, t. 14, 1972, p. 287-294 ; V. VAGMAN, *Le mouvement wallon et la question bruxelloise*, (*Courrier*

dossiers économiques et sociaux liés à la crise. À l'origine de cette formation, on trouve une série de petites organisations politiques, lancées en 1964-1965 par des militants désireux de poser la question wallonne sur le plan électoral, en dehors des partis préexistants. Au Front wallon pour l'unité et la liberté de la Wallonie, créé en Hainaut par Robert Moreau³⁹, se rattache le Rassemblement pour la défense des libertés démocratiques, animé par Paul Van Damme, fondateur du Parti catholique indépendant à Mouscron. Le Parti wallon des travailleurs (province de Liège) et le Rassemblement démocratique wallon (province de Namur) sont constitués essentiellement de socialistes dissidents. Dans l'arrondissement de Nivelles, le Front démocratique wallon est emmené par Pierre Rouelle, bourgmestre de La Hulpe en rupture avec le PSC. En vue des élections législatives du 23 mai 1965, ces divers groupes constituent une Action commune wallonne. Après avoir obtenu deux sièges à la Chambre, ils fusionnent pour donner naissance au Parti wallon (26 juin 1965). Fédéraliste et pluraliste, ce dernier réunit, en fait, une majorité de militants issus de la « famille » socialiste.

Faute de moyens d'action, le PW végète. À la suite du *Walen buiten* de Louvain, il en appelle au rassemblement des forces démocratiques wallonnes, au-delà des cloisonnements idéologiques. Un nombre non négligeable de catholiques le rejoignent⁴⁰. Le PW se mue en Rassemblement wallon, présenté officiellement le 5 mars 1968. Ce dernier recueille sept sièges à la Chambre et quatre au Sénat, lors des élections législatives du 31 mars 1968. Avec quatorze députés et douze sénateurs, il devient le deuxième parti de Wallonie lors du scrutin du 7 novembre 1971. Jusqu'en 1972, c'est l'ancien Premier ministre Jean Duvieusart⁴¹, issu du PSC, qui préside la fédération

hebdomadaire du CRISP, n° 1434-1435), Bruxelles, 1994 ; I. VANPOL, « Morphologie des partis politiques francophones en 1983 », dans *Res publica*, t. 26, 1984, p. 534-540.

39. Cet ancien dirigeant syndical socialiste et délégué fédéral du Mouvement populaire wallon est de confession protestante.

40. Outre Paul Van Damme (Mouscron) et Pierre Rouelle (La Hulpe), déjà mentionnés, citons les noms de catholiques qui, par la suite, deviendront députés ou sénateurs du Rassemblement wallon : Paul-Henry Gendebien (Thuin), Étienne Knoops, Étienne Duvieusart et Yves de Wasseige (Charleroi), Jean Goffart (Dinant), Georges Maes (Tubize), Pierre Stroobants (Tourinnes-la-Grosse), Jean-Émile Humblet (Genval), Jacques Wathelet (Seraing) et Joseph Fiévez (Huy). Parmi les intellectuels chrétiens qui rejoignent le parti, le plus connu est sans doute l'historien Léopold Genicot. Sur ces personnalités, outre l'*Encyclopédie de l'histoire du mouvement wallon*, voir les *Mémoires de la Communauté française Wallonie-Bruxelles. Enquête relative aux militants wallons de l'après-guerre*, Mont-sur-Marchienne, Centre d'histoire de la Wallonie et du Mouvement wallon, 1978, 4 vol., *passim*. On trouve des indications complémentaires sur certains parlementaires dans *Chambre des Représentants. Notices biographiques. Élections du 23-3-1974*, Bruxelles, 1975, et R. DECAN, *Qui est qui en Belgique francophone 1981-1985*, Bruxelles, 1981. Sur P.-H. Gendebien, voir en outre P. DELFORGE, *Cent Wallons du siècle. Catalogue d'exposition*, Charleroi, 1995, p. 53, ainsi que l'ouvrage écrit par l'intéressé : *Une certaine idée de la Wallonie*, Paris-Bruxelles, 1987.

41. Sur Jean Duvieusart, voir É. DUVIEUSART et M. LIBON, « Portrait : Jean Duvieusart », dans L. COURTOIS et J. PIROTTE (dir.), *Images de la Wallonie dans le dessin de presse (1910-1961). Une enquête dans la presse d'action wallonne*, (Publications de la Fondation wallonne Pierre-Marie et Jean-François Humblet, n° 2), Louvain-la-Neuve, 1993, p. 95-96 ; P. DELFORGE, *Cent Wallons...*, *op. cit.*, p. 50 ; M. LIBON, « Duvieusart, Jean », dans *Nouvelle biographie nationale*, t. 4, 1997, p. 145-150 ; É. DUVIEUSART,

FDF-RW, constituée en mai 1968. Au niveau communal, dès 1970, le Rassemblement wallon s'allie parfois à des démocrates-chrétiens⁴² sortis du PSC. S'il pratique un réel pluralisme philosophique, il s'entoure cependant d'un certain flou idéologique, qui lui confère l'allure d'un parti interclassiste.

Après avoir légèrement reculé aux élections du 10 mars 1974 (treize députés et onze sénateurs), le Rassemblement wallon participe — sans le FDF — au gouvernement Tindemans II (11 juin 1974–4 mars 1977), en vue de faire progresser la réforme de l'État. Cette expérience s'avère fort traumatisante : les partisans d'une « inoculation progressive de germes de régionalisation », conduits par François Perin, se heurtent à une base impatiente et à la stratégie des coups d'éclat pratiquée par le président Gendebien. Graduellement, deux tendances se forment. La première, incarnée par les ministres Perin, Gol et Knoops, considère le RW comme un parti circonstanciel, appelé à disparaître une fois les milieux politiques wallons gagnés à la cause régionale. Elle envisage de passer à terme dans une large formation centriste à caractère pluraliste. La seconde tendance, conduite par le trio Gendebien-Moreau-Capelleman⁴³, veut assurer la pérennité du Rassemblement wallon en le dotant d'orientations socio-économiques autogestionnaires, dans la perspective d'un éventuel rassemblement des progressistes. Elle s'inspire en partie du programme élaboré, dès 1969, par le mouvement Objectif 72 Wallonie-Bruxelles. En fait, l'éclatement du parti est prémédité de part et d'autre.

Le 28 juillet 1976, François Perin, Jean Gol et Étienne Knoops regroupent leurs partisans en un Club Réformes-Europe-Régions, pour négocier une fusion avec le PSC puis, après l'échec de ce projet, avec le PLP. Le 21 octobre 1976, Paul-Henri Gendebien lance un manifeste qui oriente nettement le RW à gauche, en vue notamment de rallier les démocrates-chrétiens du MOC. Le parti se déchire dans les régionales en novembre, peu avant que la tendance Perin ne rejoigne les libéraux au sein du PRLW. Le 4 décembre suivant, le Rassemblement wallon « nouvelle manière » approuve le manifeste Gendebien. Il subit encore des défections⁴⁴. Évincé du

« Duvieusart, Jean », dans *Encyclopédie du mouvement wallon*, t. 1, Charleroi, 2000, p. 538-540, et V. DUJARDIN, *Jean Duvieusart (1900-1977). Europe, Wallonie-Bruxelles, Léopold III*, Gerpinnes, 2000.

42. Sur l'engagement de militants du MOC au RW, voir notamment P. PASTURE, *Kerk, politiek en sociale actie. De unieke positie van de christelijke arbeidersbeweging in België, 1944-1973*, Louvain-Apeldoorn, 1992, p. 374-383 ; J. VERHOEVEN, *Démocratie chrétienne. Origines et perspectives*, (Ceux d'hier et d'aujourd'hui, n° 24), Bruxelles, 1979, p. 148-156 et 166-169 ; É. PIRSON (dir.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien à Charleroi, 1886-1990*, (Histoire des fédérations du Mouvement ouvrier chrétien en Wallonie et à Bruxelles, n° 2), Bruxelles-Charleroi, 1995, p. 131-139. On verra aussi l'ouvrage que le CARHOP prépare sur la fédération MOC de Liège-Huy-Waremme (à paraître).

43. Germain Capelleman est secrétaire général de Rénovation wallonne depuis 1973 et secrétaire du MOC de la région de Charleroi. À son propos, voir *Mémoires de la Communauté française...*, op. cit., t. 1, notice « Capelleman ».

44. C'est ainsi que J. Wathelet va rejoindre le PRLW, tandis que J. Goffart quitte le RW, achève son mandat de parlementaire comme « indépendant », puis adhère au FDF.

gouvernement Tindemans II (4 mars 1977), il perd une bonne part de sa représentation parlementaire en 1977-1978⁴⁵, malgré le soutien apporté à ses listes par le MAP-GPTC, dont il sera question plus loin. Étienne Duvieusart, dissident depuis 1979, lance un Front démocratique wallon, puis un Front pour l'indépendance de la Wallonie, qui recueille un faible succès.

En septembre 1981, le Rassemblement wallon se déchire à nouveau entre autonomistes et partisans d'un renforcement des liens avec le FDF. Le 8 novembre suivant, aux élections législatives, il ne conserve que deux sièges à la Chambre. Aux élections du 13 octobre 1985, privé de toute représentation parlementaire, il est cliniquement mort. Entre-temps, le 6 octobre 1981, Yves de Wasseige, Jean-Émile Humblet et quelques autres lancent un Rassemblement populaire wallon qui, allié au Parti socialiste, recueille trois sièges, avant de suivre José Happart au PS proprement dit, en 1984. animateur d'une éphémère Alliance démocratique wallonne, Paul-Henri Gendebien est élu à la Chambre sur une liste PSC en 1985. Jusqu'en 1988, il préside le groupe social chrétien au Conseil régional wallon. Aux élections du 13 juin 1999, il conduit une liste « réunionniste » (pour le rattachement à la France), qui n'obtient pas de siège. Une autre frange de militants, notamment des Namurois, est passée entre-temps au mouvement Ecolo, où la rejoint une part de l'électorat RW, demeuré réticent à l'égard des partis traditionnels.

h) Le Groupement politique des travailleurs chrétiens (GPTC)

Constitué en vue de participer au rassemblement des progressistes, dans la foulée de l'appel lancé par L. Collard le 1^{er} mai 1969, le GPTC⁴⁶ connaît un parcours assez tourmenté : intégration à l'Union démocratique et progressiste⁴⁷, soutien au Rassemblement wallon « nouvelle manière », puis insertion de nombre de ses militants à Solidarité et participation.

45. Il conserve cinq députés et sept sénateurs à l'issue des élections du 17 avril 1977, quatre députés et six sénateurs après le scrutin anticipé du 17 décembre 1978.

46. Sur le GPTC proprement dit, voir R. VANDER GUCHT, « Un nouveau parti chrétien ? Des inconnus dans la maison », dans *Hebdo* 75, 29-10-1975, p. 3, et J. VERHOEVEN, *Démocratie chrétienne...*, *op. cit.*, p. 141-147, 158-162 et 167-169. À propos de ses animateurs montois, voir J. NEUVILLE, « Boulvin, Louis », dans *Dictionnaire biographique des militants du mouvement ouvrier en Belgique*, t. 1, Bruxelles, 1995, p. 197 ; G. ZELIS, « Les Équipes populaires », dans E. GERARD et P. WYNANTS (dir.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, t. 2, Louvain, 1994, p. 557-558 (pour J. Gilquin) ; J. HERMANT, « La Place Rouge de Quaregnon », dans *Hebdo* 76, 5 au 11-5-1976, p. 8 (pour R. Lefève).

47. Sur l'UDP, voir R. LEWIN, « Les communistes : oui au rassemblement », dans M.-Th. COENEN et S. GOVAERT (dir.), *Le rassemblement des progressistes...*, *op. cit.*, p. 153-163 ; ID., « Vie et mort de l'UDP », dans *ibid.*, p. 165-186. Voir aussi le dossier « Quel rassemblement des progressistes ? », dans *Mai*, t. 4, 1972, n° 23, p. 3-33, en particulier A. MENU, « De l'UDW à l'UDP » (p. 4-5), H. LE PAIGE, « UDP : étendre l'expérience ? » (p. 6-7), A. BOULVIN et R. LEFÈVE, « L'expérience UDP » (p. 14-23) ; A. DUCHÂTEAU, « L'UDP dans la stratégie globale des alliances », dans *Cahiers marxistes*, t. 5, 1973, p. 9-24 ; J. GILQUIN, « Pourquoi l'UDP ? », dans *La Revue nouvelle*, t. 57, 1973, p. 515-520. Sur l'attitude du PCB à l'égard de l'UDP, voir *L'évolution du Parti communiste de Belgique 1968-1972*, t. 1, (Courrier

Le 13 juin 1965, le sénateur René Noël, conduisant une Union démocratique wallonne formée de communistes, de chrétiens et de socialistes de gauche, obtient la majorité absolue dans la commune de Cuesmes, dans le Borinage. Lors des 16^e et 17^e congrès du Parti communiste de Belgique (PCB), il plaide vainement pour un rapprochement avec les catholiques progressistes, selon lui plus ouverts que les socialistes à une pratique unitaire. Par la suite, les contacts se multiplient, dans la région de Mons, entre communistes et militants du MOC. En février 1970 se constitue le Groupement politique des travailleurs chrétiens, animé notamment par Josse Gilquin, vice-président national des Équipes populaires, Louis Boulvin, secrétaire régional du MOC, et le père oblat Robert Lefève. Si les liens noués avec le PCB de l'arrondissement se renforcent, les tentatives de dialogue avec le PSB tournent court en octobre 1970.

En vue des élections communales du Grand Mons (1971), un cartel se forme sous la dénomination d'Union démocratique et progressiste (UDP). Rassemblant le PCB, le GPTC et d'autres militants de gauche, il recueille 27,5 % des voix et neuf sièges sur trente et un. Associé à la majorité qui dirige la ville (1971-1976), il obtient trois échevinats (finances, culture, urbanisme et environnement). L'expérience montoise — un début d'union progressiste sans les socialistes — ranime les débats : peut-elle être étendue en Wallonie et pousser le PSB à entrer dans ce type d'alliance par la constitution, à sa gauche, d'une force capable de négocier avec lui sur un pied d'égalité ? Une partie des communistes wallons le pense, malgré une vive résistance à pareille stratégie de la part des fédérations liégeoise et verviétoise du PCB. Du côté catholique, sauf à Mons, le terrain est déjà largement occupé par le Rassemblement wallon et par la Démocratie chrétienne du PSC. La méthode adoptée — la création de nouvelles structures, sans dialogue approfondi sur les objectifs et les programmes — alimente aussi le scepticisme de certains observateurs plutôt bienveillants, dont le syndicaliste socialiste Jacques Yerna.

À la fin de 1971, l'UDP commence à essaimer en dehors de sa région d'origine. Elle se structure davantage lors de son congrès du 6 mai 1972. En juin 1973, elle invite tous les noyaux progressistes qu'elle a suscités à s'unir à l'échelle wallonne. Aux élections législatives du 10 mars 1974, elle dépose des listes dans le Hainaut, dans le Brabant wallon et dans la province de Namur ⁴⁸. La communiste Noëlla Dinant est élue député à Mons. Josse

hebdomadaire du CRISP, n° 562), Bruxelles, 1972, p. 3-6 et 21-29. Sur les listes et les résultats électoraux de l'UDP, voir dans la même série (*Courrier hebdomadaire du CRISP*) les fascicules n° 635 (p. 20-23), 747-748 (p. 10-13), 759-760 (p. 3-6 et 13), 761-762 (p. 25-26), 763 (p. 9-10), 826-827 (p. 17-19 et 24-25).

48. En cartel avec Démocratie nouvelle, groupe constitué en partie de dissidents du Rassemblement wallon, dont les figures de proue — notamment Paul Lannoye et Gérard Lambert — figurent ultérieurement parmi les fondateurs du mouvement Ecolo.

Gilquin, du GPTC, devient sénateur de Mons-Soignies. Ailleurs c'est l'échec, dû en grande partie à la précipitation et à l'inexpérience, mais aussi au climat de tension communautaire, qui brouille le clivage socio-économique, à la succession des consultations électorales, qui perturbent le travail d'organisation, et à l'absence de listes en province de Liège, qui décrédibilise le projet. Le 24 septembre 1975, le GPTC fait connaître à la presse francophone son élargissement à Bruxelles et à l'ensemble de la Wallonie, ainsi que son projet de socialisme autogestionnaire. Lors des élections communales du 10 octobre 1976, l'UDP se présente dans dix-neuf communes. Elle obtient une représentation dans onze conseils et participe à trois majorités de collège. Il n'empêche qu'à Mons, la liste recule (six sièges sur quarante-cinq). Le scrutin législatif du 17 avril 1977 est moins favorable encore : les listes sont plus rares qu'en 1974 et les résultats plus mauvais. À Mons, l'alliance fait les frais de la loi sur le quorum : à un peu plus de cent voix près, elle rate deux sièges. Le PCB prend, dès lors, ses distances ⁴⁹, progressant aux élections du 17 décembre 1978 dans tous les arrondissements où il renonce à la pratique unitaire.

Le 6 novembre 1977 naît un Mouvement d'animation politique des travailleurs chrétiens de gauche, sous le sigle MAP-GPTC. Outre des militants du GPTC, on y retrouve quelques personnalités du MOC proches du FDF-RW. Il s'agit à nouveau de préparer le rassemblement des progressistes, dans une optique fédéraliste et pluraliste. En 1978, tout en gardant son indépendance, ce mouvement invite ses affiliés à s'engager au RW, « parti le plus proche par son programme et sa démarche ». Secrétaire politique interrégional du MAP-GPTC, Claude Debrulle siège par la suite au bureau fédéral du RW, parti dont il est vice-président régional en Brabant wallon. En 1983, il devient membre du bureau interrégional de Solidarité et participation, où le rejoignent la plupart des membres de sa formation.

i) Ecolo

Le mouvement-parti Ecolo ⁵⁰ apparaît le 23 mars 1980, à l'issue d'une décantation amorcée, dès 1971, dans la région namuroise. Avec Agaley, il est

49. W. FRAEYS, « Les élections législatives du 17 avril 1977. Analyse des résultats », dans *Res publica*, t. 19, 1977, p. 504 ; R. LEWIN, « Vie et mort de l'UDP », ..., *op. cit.*, p. 181, observe également une distanciation dans le chef du GPTC.

50. Sur Ecolo et l'engagement de catholiques en son sein, voir J. BAUDUIN et al., « Ecolo, complètement parti », dans *La Revue nouvelle*, t. 110, 1999, n° 9, p. 16-75 ; J.-E. BOUVY, *L'idéologie d'Ecolo au travers de la presse quotidienne*, mémoire de licence en sciences politiques et relations internationales, ULB, Bruxelles, 1986 ; P. DELWIT, « Ecolo à cloche-pied sur deux territoires », dans *Le Soir*, 31-10-1995, p. 4 ; P. DELWIT et J.-M. DE WAELE, *Ecolo. Les Verts en politique*, (Collection Pol-His, n° 19), Paris-Bruxelles, 1996 ; ID., « Les adhérents d'Ecolo et le rapport au catholicisme », dans *Res publica*, t. 39, 1997, p. 438-456 ; ID., « L'émergence et la stabilisation d'un parti nouveau : Ecolo », dans P. DELWIT et J.-M. DE WAELE (dir.), *Les partis politiques...*, *op. cit.*, p. 153-167 ; F. DE ROOSE et Ph. VAN PARIJS (dir.), *La*

la première formation écologiste d'Europe à obtenir une représentation parlementaire (1981). Il devient la troisième force politique de la Belgique francophone, recueillant son meilleur score à ce jour — onze sièges sur cent cinquante à la Chambre — lors des élections législatives du 13 juin 1999, suivies d'une accession au pouvoir.

Ecolo ne s'appuie sur aucune idéologie classique, ni sur aucun pilier : il se positionne, au contraire, comme un parti transversal. Mouvement longtemps peu personnalisé, il table moins sur le *leadership* individuel que les partis traditionnels. Au départ, ses responsables et militants sont souvent issus de la nouvelle classe moyenne, avec une assez forte proportion de professionnels du secteur non marchand (services aux personnes, aide sociale, enseignement et recherche, culture). Ils proviennent principalement de deux courants : la défense de l'environnement, relayée en particulier par les Amis de la Terre, et les nouveaux mouvements sociaux « post-soixante-huitards »,

pensée écologiste. Essai d'inventaire à l'usage de ceux qui la pratiquent comme de ceux qui la craignent, Bruxelles, 1992 ; R. DOUTRELEPONT, M. JACQUEMAIN et M. VANDEKEERE, « Structure sociologique de l'électorat écologiste. Une première exploration », dans *Res publica*, t. 35, 1993, p. 95-108 ; A.-P. FROGNIER, « Groupes et comportements électoraux, vote écologiste et d'extrême droite », dans F. BALACE et al., *De l'avant...*, op. cit., p. 227-242 ; ID., « Le vote écologiste et d'extrême droite en Wallonie », dans *La Revue nouvelle*, t. 95, 1992, p. 114-126 ; S. HELLEMANS et M. HOOGE (dir.), *Van mei '68 tot « hand in hand »*. *De geschiedenis van de nieuwe sociale bewegingen in België 1965-1995*, Louvain, 1995 ; S. HELLEMANS et H. KITSCHOLT, « Agalev en Ecolo als links-libertaire partijen. Of de partijpolitieke vertaling van een nieuwe breuklijn », dans *Res publica*, t. 32, 1990, p. 81-94 ; B. JOYE, *Le parti Ecolo*, mémoire de licence en affaires publiques et internationales, UCL, Louvain-la-Neuve, 1984 ; H. KITSCHOLT, *The Logics of Party Formation. Ecological Politics in Belgium and West Germany*, Ithaca-Londres, 1989 ; H. KITSCHOLT et S. HELLEMANS, *Beyond the European Left. Ideology and Political Action in the Belgian Ecology Parties*, Durham-Londres, 1990 ; Ph. MAHOUX et J. MODEN, *Le mouvement Ecolo*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1045-1046), Bruxelles, 1984 ; B. RIHOUX, *Émergence et développement des deux partis écologistes belges : Ecolo et Agalev*, (*ICPS Working Papers*, n° 77), Barcelone, 1993 ; ID., « Le parti Ecolo aux élections communales de 1982 et 1988. Stratégies, résultats et perspectives », dans *Les élections communales...*, op. cit., p. 351-390 ; ID., « Profil, enjeux environnementaux et motivations de vote : analyse comparée de l'électorat Ecolo avec les électors PRL, PSC et PS en Wallonie », dans A.-P. FROGNIER et A.-M. AISCH-VAN VAERENBERGH (dir.), *Élections, la fêlure ? Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Bruxelles, 1994, p. 99-123 ; ID., *Les résultats électoraux d'Ecolo, 1981-1991*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1371-1372), Bruxelles, 1992 ; ID., « Ecolo et les "nouveaux mouvements sociaux" en Belgique francophone : frères de sang ou lointains cousins ? », dans *Res publica*, t. 37, 1995, p. 443-459 ; ID., « Belgium-Greens in a divided Society », dans D. RICHARDSON et C. ROOTES (dir.), *The Green Challenge. The Development of Green Parties in Europe*, Londres-New York, 1995, p. 91-108 ; B. RIHOUX et S. WALGRAVE, « Ecolo et Agalev : quelques éléments d'analyse comparative », dans *Les élections communales...*, op. cit., p. 391-393 ; D.-L. SEILER, « Comment classer les partis verts en Europe ? », dans P. DELWIT et J.-M. WAELE (dir.), *Les partis verts en Europe*, Bruxelles, 1999, p. 43-62 ; C. VAN DER AUWERA, *Les adhérents au mouvement-parti Ecolo : premiers fruits d'un nouveau clivage ?*, mémoire de licence en sciences sociales, ULB, Bruxelles, 1985 ; Y. VANDERBEMPDEN, *Ecolo. De l'action civique à l'action politique. Analyse d'éléments historiques et de l'itinéraire de 16 élus de Wallonie et de Bruxelles*, mémoire de licence en sciences politiques, UCL, Louvain-la-Neuve, 1993 ; B. VELDEMAN, *Le mouvement Ecolo. Ses spécificités dans le monde politique belge*, mémoire de licence en affaires publiques et internationales, UCL, Louvain-la-Neuve, 1986 ; M. VOS, « Morphologie des partis politiques francophones en 1990 et 1991 », dans *Res publica*, t. 34, 1992, p. 476-481.

actifs sur les terrains du pacifisme, du tiers-mondisme ⁵¹, du féminisme et de la lutte antiautoritaire. Au sein de ces deux filières, on trouve à la fois des militants — ou anciens militants — du Mouvement ouvrier chrétien et des animateurs du monde associatif catholique. À Ecolo, ces personnes cherchent d'autres canaux d'expression politique que l'allégeance au PSC. Elles ne revendiquent pas leur appartenance confessionnelle, mais entendent plutôt dépasser les cloisonnements philosophiques et religieux ⁵². Au fil du temps, cependant, à mesure qu'Ecolo s'assume comme parti, sa base militante s'élargit et le recrutement de ses cadres se diversifie.

L'électorat écologiste est assez composite. Il est motivé avant tout par l'adhésion aux thèses environnementalistes et par la déception à l'égard des autres formations politiques, sans que celle-ci prenne un caractère vraiment protestataire. Les couches jeunes, au niveau d'instruction élevé, marquées par la tertiairisation de l'économie et par l'urbanisation, y occupent une place non négligeable. Comparativement à celui d'autres partis, l'électorat d'Ecolo se caractérise par une sous-représentation relative des catholiques, en l'occurrence assez peu pratiquants, et par une certaine surreprésentation des libres-penseurs. Il n'empêche que, dans le noyau des « fidèles » du mouvement, les catholiques pratiquants semblent se distinguer par un haut niveau de conscience politique.

Une enquête réalisée en 1996 a permis de tracer le profil sociologique des membres d'Ecolo : 55,2 % des adhérents se définissent comme croyants et, parmi ceux-ci, 93,2 % comme catholiques. Chez les syndiqués, l'affiliation à la CSC l'emporte sur l'appartenance à la FGTB. Il n'en demeure pas moins que le pourcentage de pratiquants réguliers est relativement faible (27 %) parmi les croyants et qu'en matière de choix scolaire, nombreux sont ceux qui manifestent un détachement culturel par rapport à la mouvance chrétienne.

j) Le Front national (FN)

Le Front national ⁵³ est créé en mai 1985 par Daniel Féret, sur le modèle lepéniste. Il en reprend d'ailleurs l'idéologie xénophobe, sécuritaire et pou-

51. Notamment Entraide et fraternité, mais dans une proportion bien moindre qu'Oxfam ou Médecins sans frontières.

52. Ce sont d'autres engagements socio-professionnels, antérieurs ou simultanés, qui permettent de les situer comme plus ou moins proches de certains milieux catholiques : ainsi l'appartenance à un ordre religieux pour Germain Dufour, un militantisme au sein du MOC pour Gérard Lambert, à SEP pour Marcel Cheron, un passé de directeur d'école confessionnelle pour Jacques Liesenborghs, une activité de recherche dans des universités catholiques pour Philippe Defeyt...

53. Sur le Front national, outre les études déjà citées *supra*, voir Ph. BREWAEYS, V. DEHAUT et A. TOLBIAC, *L'extrême droite francophone face aux élections*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 1350), Bruxelles, 1992, p. 20-32 ; J. GÉRARD-LIBOIS, « Les scrutins du 24 novembre 1991 : l'audience électorale

jadiste. Malgré la concurrence de formations rivales, dont Agir, ancré surtout dans la province de Liège, il devient le principal pôle de regroupement au sein de la nébuleuse des groupuscules d'extrême droite. Il ne peut cependant dissimuler, au cours de sa brève histoire, une certaine hétérogénéité politique, un manque évident de structuration et de vives tensions internes. Après avoir recueilli des résultats modestes à partir de son implantation bruxelloise, ce parti obtient une représentation parlementaire aux niveaux belge (un siège à la Chambre en 1991, deux en 1995) et européen (un siège en 1994). Le scrutin du 12 juin 1994 révèle d'ailleurs l'ampleur de la percée de l'extrême droite au sud du pays : toutes listes confondues, celle-ci draine 9,5 % des voix francophones. Le phénomène ne se reproduit pas aux élections législatives du 13 juin 1999, au cours desquelles le FN recule.

Faute d'études scientifiques, le profil des militants du Front national demeure mal connu, notamment sur le plan confessionnel. Sur les listes électorales de cette formation figurent l'un ou l'autre transfuge du PSC, des anciens membres du Parti libéral chrétien (dissidence droitiste du PSC) et quelques personnes de la tendance catholique intégriste. L'électorat FN se localise majoritairement dans les grandes villes et dans les arrondissements touchés par la désindustrialisation. Il semble constitué de deux groupes : d'anciens électeurs de la droite classique, libérale ou chrétienne, et certains milieux précédemment d'obédience socialiste, avec une appartenance à la classe moyenne supérieure et, dans une mesure moindre, à la classe ouvrière. Par rapport à la moyenne francophone, les catholiques y sont sous-représentés et les incroyants surreprésentés.

k) Solidarité et participation (SEP)

Les élections législatives du 8 novembre 1981 déçoivent lourdement les militants du Mouvement ouvrier chrétien : les partis régionalistes connaissent un net recul ; les démocrates-chrétiens du PSC voient leur position s'amoindrir, tandis que le président Gérard Deprez leur retire le droit de tendance ; enfin, le scrutin débouche sur un gouvernement Martens-Gol, qui mène une politique néolibérale. Interpellé par des responsables régionaux, le MOC de

d'une nébuleuse », dans F. BALACE et al., *De l'avant...*, op. cit., p. 219-225 ; H. LE PAIGE (dir.), *Le désarroi démocratique. L'extrême droite en Belgique*, Bruxelles, 1995 ; M. ABRAMOWICZ, *Les rats noirs. L'extrême droite en Belgique francophone*, Bruxelles, 1996 ; A. REA, « Le Front national : force électorale et faiblesse organisationnelle », dans P. DELWIT et J.-M. DE WAELE (dir.), *Les partis politiques...*, op. cit., p. 193-204 ; G. BREES, *L'affront national. Le nouveau visage de l'extrême droite en Belgique*, Bruxelles, 1991. Sur les dissidences multiples qu'a connues le parti au cours des dernières années, voir W. HAELSTERMAN et M. ABRAMOWICZ, *La représentation électorale des partis d'extrême droite*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1567-1568), Bruxelles, 1997, p. 13-21.

Wallonie et de Bruxelles⁵⁴ consacre une réunion de conseil central à son action politique (février 1982). Il désire renforcer sa cohésion et son efficacité, en vue de soutenir à terme une majorité progressiste. Il prend l'initiative de lancer un mouvement, bientôt connu sous le nom de Solidarité et participation (SEP). Ce dernier devrait réunir les membres des organisations constitutives du MOC, dispersés dans diverses formations (Démocratie chrétienne du PSC, RW, FDF, MAP-GPTC). Il serait aussi ouvert à des personnes issues d'autres horizons philosophiques, mais partageant le même projet de société. Il se donnerait pour objectif de rassembler l'électorat se situant entre le centre et la gauche, par-delà les cloisonnements du passé, autour de trois axes : fédéralisme, progressisme et pluralisme.

SEP se construit à partir de mars 1982. En un an, dix-sept régionales sont créées et trois mille adhésions recueillies, y compris parmi des personnes liées à la laïcité. Le mouvement tient son assemblée constituante (26 mars 1983) : il élit sa direction avec à la présidence Willy Thys, secrétaire général du syndicat des communications et de la culture. Outre des responsables des organisations du MOC, le bureau interrégional comprend des représentants de diverses mouvances progressistes (anciens du RW, membres du MAP-GPTC et du FDF) et du monde associatif. La Démocratie chrétienne du PSC, initialement représentée à SEP, prend assez rapidement ses distances avant d'adopter une attitude hostile.

Malgré les appels à la prudence émanant de la direction du MOC, le mouvement politique brûle les étapes, sous la pression de sa base. Le 17 décembre 1983, il décide de « créer un parti nouveau — seul ou avec d'autres — capable de se présenter avec succès devant l'électorat, en vue de déboucher sur une majorité progressiste en Wallonie et à Bruxelles ». Cette orientation est jugée prématurée par les mutuelles chrétiennes, dont les dirigeants cessent d'être présents dans les instances de SEP. La CSC elle-même, dont le secrétaire général déconseille toute précipitation, prend du champ : lors de son congrès de Nassogne (8 décembre 1984), SEP est présenté comme « un de ses prolongements politiques possibles », sans plus. Contre le souhait de la présidente du MOC et de Robert D'Hondt, le mouvement se transforme effectivement en parti (24 mars 1985). Il décide de se présenter aux élections législatives du 13 octobre suivant, si possible en cartel avec d'autres formations progressistes et fédéralistes. Les tractations menées à cet effet échouent. Malgré les réticences de certains de ses responsables, qui craignent un échec

54. En attendant l'ouverture des archives du MOC pour cette période, nous avons consulté le Fonds Jeanine Wynants-Kemps (CARHOP, Bruxelles), III A 21-30 (dix fardes). Sur l'évolution de SEP, on trouve aussi des indications dans la presse, par ex. P. SCHÖFFERS, « À gauche, SEP cherche sa place à côté d'un PS aseptisé », dans *La Cité*, 21 et 22-9-1985, page spéciale, ou encore J. WYNANTS, « SEP ! Du neuf en politique », dans *Pourquoi pas ?*, 6-4-1983, p. 23.

électoral cuisant⁵⁵, SEP va seul à la bataille, sous son propre sigle : il dépose des listes dans tous les arrondissements de Wallonie et de Bruxelles, sur lesquelles figurent — à quelques exceptions près — des candidats peu connus du grand public. C'est la déroute : au lieu des 3 % des voix et des deux sièges escomptés, SEP recueille 1,4 % des suffrages exprimés dans la partie francophone du pays⁵⁶. Il persévère dans son action, obtenant un siège au Conseil de la Communauté germanophone (26 octobre 1986). Cependant, les rapports avec les structures du MOC se relâchent, puis semblent s'aigrir⁵⁷. SEP vivote au milieu de difficultés croissantes, en essayant de se profiler comme vecteur de la « nouvelle gauche ». Après avoir tenté vainement de négocier son entrée au Parti socialiste comme courant distinct, puis présenté des candidats — surtout sur des listes Ecolo — aux élections communales du 9 octobre 1988, il disparaît discrètement de la scène. Bon nombre de ses militants — dont Marcel Cheron — rejoignent alors les rangs écologistes.

2. Les problèmes

L'historiographie du rexisme oscille entre deux approches. Dérivée de la politologie comparatiste, la première⁵⁸ appréhende le mouvement de Léon Degrelle comme une variante d'un modèle fasciste général, avec l'avantage de souligner les parentés et les influences réciproques, mais l'inconvénient de sous-estimer les spécificités, notamment sur le plan des inspirations intellectuelles et des objectifs politiques. La seconde⁵⁹, qui a les faveurs des historiens actuels, souligne au contraire l'identité propre au rexisme et l'originalité de la tradition qu'il incarne au sein de la droite radicale européenne. Déjà beaucoup étudié, le passé du parti de Degrelle ne semble plus receler de grands mystères. On souhaite la rédaction d'une nouvelle

55. Un sondage Marketing Unit, publié dans *La Libre Belgique* du 2-7-1985, montre ainsi que 85 % des Wallons et 87 % des Bruxellois « n'ont jamais entendu parler de SEP ».

56. W. FRAEYS, « Les élections législatives du 13 octobre 1985. Analyse des résultats », dans *Res publica*, t. 28, 1986, p. 226.

57. Lire les interviews de François MARTOU, président du MOC, et de Daniel GRODOS, président de SEP, dans *La Libre Belgique*, 24-1 et 21-4-1986.

58. Par ex. G. CARPINELLI, « Les interprétations du rexisme », dans *Cahiers marxistes*, t. 5, 1973, p. 71-82.

59. Voir M. CONWAY, *Degrelle...*, op. cit., p. 13-31.

synthèse sur l'avant-guerre, intégrant les apports scientifiques des vingt-cinq dernières années. Il serait également utile de connaître davantage les vaines tentatives rexistes visant à bâtir un pilier. Enfin, les causes structurelles de l'échec de l'extrême droite francophone, dans l'entre-deux-guerres, pourraient être mieux éclairées⁶⁰, notamment par des investigations plus poussées relatives à l'opinion catholique.

L'histoire de l'Union démocratique belge commence à être bien connue⁶¹. Il nous manque toutefois une étude approfondie des idées maîtresses de l'UDB, qui mette en lumière la filiation par rapport aux vues défendues par certains milieux dans l'entre-deux-guerres, particulièrement à *La Cité chrétienne*. Il s'agirait aussi de relier l'UDB aux différents cercles politiques et intellectuels qui éclosent à la gauche du PSC entre la Libération et le concile Vatican II⁶². Sur le plan strictement politique, les relations de l'UDB avec les partis — le PSC et le PSB surtout — et les organisations — le MOC notamment — devraient être scrutées. Enfin, l'électorat et les militants udé-bistes demeurent peu étudiés. Pareilles recherches supposent notamment un repérage, aussi complet que possible, des adhérents et responsables de l'UDB. L'essentiel de la documentation demeure, en effet, encore entre leurs mains.

L'histoire du Rassemblement social chrétien de la liberté mériterait sans conteste une monographie. Au-delà du RSCL, c'est tout un ensemble de partis dits « indépendants » qui devrait faire l'objet d'une enquête. Il faut citer notamment le Parti national belge, fondé par un avocat catholique, Gérard Hupin, également directeur de *La Nation belge*, et auquel a collaboré Fernand Lousse, professeur à l'UCL⁶³, ainsi que l'héritier du RSCL de Saint-Remy, le Rassemblement national bruxellois⁶⁴. Si la plupart de ces formations n'ont jamais obtenu de représentation parlementaire, elles semblent bien avoir puisé parmi les militants et les électeurs du PSC. Les ramifications avec certains groupes ou partis dont l'influence a été déterminante devraient également être étudiées de près. Après avoir rejoint le PSC, André Saint-Remy, ex-député-président et dissident du RSCL, fonde le

60. M. CONWAY, « Explications... », *op. cit.*, a ouvert la voie.

61. Voir W. BEERTEN, *Le rêve travailliste...*, *op. cit.*

62. Voir la thèse de doctorat de J.-L. JADOULE.

63. *Nouvelles formes et tendances d'extrême-droite en Belgique*, t. 2 : *Le Parti national belge*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 141), Bruxelles, 1962.

64. Sur ces partis « indépendants », voir *Nouvelles formes et tendances d'extrême-droite en Belgique*, t. 3 : *Les avatars des partis « indépendants » après les élections de 1961*, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 142), Bruxelles, 1962.

Mouvement des indépendants et des cadres (MIC)⁶⁵, auquel succède le Centre politique des indépendants et cadres chrétiens (CEPIC) en 1972⁶⁶. La filiation entre certains partis dits « indépendants » et l'Union démocrate pour le respect du travail (UDRT), créée en 1978, devrait également être examinée⁶⁷. Pluraliste, l'UDRT refuse tout transfuge des partis traditionnels, sauf dans le cadre de la politique communale. Un certain nombre de membres du PSC et d'électeurs classiquement fidèles à l'aile droite de ce parti lui accordent leur confiance. L'UDRT obtient ainsi un siège en décembre 1978, trois en novembre 1981, puis de nouveau un seul en octobre 1985. À travers ces différentes formations, c'est tout un catholicisme de droite qu'il s'agirait de mettre au jour.

Jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et mis à part le cas de Rex, l'engagement de catholiques en dehors du parti catholique, puis du PSC, reste le fait de milieux fort restreints, qu'ils soient de gauche (UDB) ou de droite (RSCL). La plupart des observateurs s'accordent pour déceler, au tournant des années 1950 et 1960, le démarrage d'un processus de décloisonnement progressif de la vie politique. Les racines de cette évolution mériteraient une étude attentive. Il faudrait s'interroger sur l'influence réelle exercée par les différentes minorités qui ont préparé ce décloisonnement au sein des « mondes » structurant la société belge, en particulier du côté catholique et du côté socialiste. Les effets à long terme des recherches engagées, dès les années 1930, dans des milieux comme *La Cité chrétienne*, *Terre wallonne* ou les premiers groupes *Esprit* demeurent mal connus⁶⁸. Après la Libération, des cercles comme *La Revue nouvelle*, l'équipe de *Témoignage chrétien* et les groupes *Esprit* de Belgique remettent en question le « ghetto catholique ». Ils plaident pour une plus grande liberté d'engagement des chrétiens en politique⁶⁹. Il conviendrait d'évaluer dans quelle mesure ces idées ont pénétré le « monde » catholique au début des

65. Sur le MIC, voir *Les structures catholiques belges : le Mouvement des indépendants et des cadres*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 21), Bruxelles, 1959.

66. Sur le CEPIC, voir D. DUSTIN, « Les structures du Parti social-chrétien... », *op. cit.*, p. 252-255, et J. MODEN et J. SLOOVER, *Le Centre politique des indépendants et cadres chrétiens (CEPIC)*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 787), Bruxelles, 1978.

67. Sur l'UDRT, voir *Le renouvellement des candidatures en vue des élections législatives du 17 décembre 1978*, t. 1, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 820), Bruxelles, 1978 ; L. ROWIES, *L'UDRT-RAD*, t. 1, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 924), Bruxelles, 1981 ; J. MODEN et J. SLOOVER, *L'UDRT-RAD*, t. 2, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 941-942), Bruxelles, 1981 ; P. VAN EESBEECK, *L'UDRT. De la révolte antifiscale des indépendants au libéralisme antiradical*, mémoire de licence en sciences politiques, ULB, Bruxelles, 1985.

68. P. SAUVAGE, *La Cité chrétienne (1926-1940). Une revue autour de Jacques Leclercq*, Bruxelles-Paris-Gembloux, 1987 ; M. LIBON, *Élie Baussart (1887-1965). L'identité wallonne et le mouvement wallon*, thèse de doctorat en histoire, UCL, Louvain-la-Neuve, 1986 ; J. TYSSSENS, *Strijdpunt of pasmunt ?...*, *op. cit.*, p. 144-150.

69. Voir J.-L. JADOULLE, « Les visages de l'Église de Belgique... », *op. cit.*, p. 60-66.

années 1960. Du côté socialiste, la même question se pose pour des groupes comme *La Gauche* (E. Mandel, J. Yerna...) ou *Socialisme* (R. Evalenko, R. Rifflet, M. Slusny). Il importe également de prendre davantage la mesure du décroissement en cours et de l'évolution durant les décennies 1960 et 1970, en intégrant d'autres données contextuelles que le Pacte scolaire ou l'aggravation du conflit communautaire. À cet égard, l'impact éventuel du concile Vatican II devrait être examiné. Il serait dès lors possible de mieux comprendre les racines des ouvertures engagées par le parti libéral et le PSB. On devrait aussi s'interroger sur l'existence de projets de regroupement, par-delà le clivage confessionnel, sur les deux flancs — gauche et droit — du PSC. On peut rappeler à ce propos que, le 5 octobre 1961, soit trois jours avant la naissance officielle du PLP, *La Libre Belgique* publie un *Manifeste des catholiques indépendants* qui critique la ligne du PSC et plaide pour un regroupement des conservateurs autour du PLP. Cet appel est signé notamment par Charles Poswick, Louis Zurstrassen et Jo Gérard ⁷⁰.

La création du PLP et l'ouverture concomitante aux catholiques repose d'abord la question de l'anticléricalisme, classiquement reconnu aux milieux libéraux. Le bicentenaire de la naissance de Théodore Verhaegen, député libéral, fondateur de l'Université libre de Bruxelles et catholique pratiquant, a rappelé la présence de chrétiens dans les rangs libéraux depuis le 19^e siècle ⁷¹. Grâce aux travaux de John Bartier ⁷², on connaît le rapprochement qui, dans le dernier quart du siècle dernier, s'est opéré entre catholiques et libéraux au sein de la bourgeoisie. Des enquêtes sur le personnel politique dans tel ou tel arrondissement seraient sans doute riches en enseignements ⁷³. Elles permettraient de nuancer la perception d'un parti libéral comme un bastion de l'anticléricalisme. Il en est de même de l'ouverture aux catholiques engagée par Roger Motz et concrétisée sous Omer Vanaudenhove. L'étude approfondie du parti libéral durant l'entre-deux-guerres éclairerait les rapports de force entre anticléricaux intransigeants et courants modérés,

70. Voir *Nouvelles formes et tendances d'extrême-droite en Belgique*, t. 3 : *Les avatars des partis indépendants...*, *op. cit.*, p. 10 ; W. PREVENIER et L. PAREYN, « La fondation du PLP-PVV... », *op. cit.*, p. 171 ; *La réforme du parti libéral...*, *op. cit.*, p. 15.

71. Voir A. VAN YPERSELE DE STRIHOU, *Pierre-Théodore Verhaegen (1796-1862). L'homme, sa vie, sa légende*, Bruxelles, 1996. Sur la présence de catholiques à l'ULB et dans les milieux libéraux, voir J. BARTIER, *Laïcité et franc-maçonnerie*, Bruxelles, 1981, surtout p. 29-36 et 231-236 (bibliographie).

72. J. BARTIER, « Partis politiques et classes sociales en Belgique », dans G. CAMBIER (dir.), *Libéralisme et socialisme au XIX^e siècle*, Bruxelles, 1981, p. 207-288 ; A. MIROIR, « La sociologie de l'électorat libéral », dans H. HASQUIN et A. VERHULST (dir.), *Le libéralisme...*, *op. cit.*, p. 138.

73. Voir l'étude pionnière d'A. ZUMKIR, « Les dynasties politiques dans la province de Liège à l'époque contemporaine », dans *Fédération archéologique et historique de Belgique. 36^e congrès, 12-15 avril 1955, Gand. Annales*, 2^e partie, Gand, 1956, p. 261-288.

ouverts à la collaboration avec les catholiques⁷⁴. La période d'immédiat après-guerre, dans les rangs libéraux, est également mal connue. Il faudrait vérifier si les soubresauts de 1940-1945 ont, comme au sein du Parti catholique devenu PSC, suscité des velléités de déconfectionnalisation.

L'examen des listes électorales devrait permettre d'évaluer le poids des catholiques ralliés au parti libéral⁷⁵. Il s'agirait également de mieux cerner la composition de l'électorat chrétien séduit par l'ouverture du PLP. L'intégration de personnalités de la mouvance catholique dans ce même parti constitue un autre point qui mériterait une plus grande attention. Elle semble s'être déroulée sans heurt. Une étude des débats internes au PLP, particulièrement durant la période 1958-1961, devrait permettre de vérifier l'absence apparente de résistances⁷⁶. Quels dispositifs et quelles procédures ont été mis en place pour éviter l'apparition d'un clivage confessionnel au sein du parti, en particulier à propos de questions éthiques ou dans le domaine de l'enseignement ? L'ouverture est-elle remise en cause quand les revers électoraux surviennent, particulièrement après les élections de 1968, au cours desquelles le PLP perd un siège, et plus encore après le scrutin de novembre 1971 (moins 13 sièges) ? Qu'en advient-il après 1973, avec l'éclatement de la famille libérale en un parti flamand (PVV), un parti francophone (PLP), puis seulement wallon (PLPW), et avec l'apparition d'un parti bruxellois autonome, le Parti libéral démocrate et pluraliste, devenu le Parti libéral en 1974⁷⁷ ? Il faudrait également examiner dans quelle mesure l'avènement du PRLW a amené une nouvelle génération de catholiques dont le credo, parfois nettement régionaliste et wallon, risque de trancher avec le profil des chrétiens ralliés au PLP, souvent unitaristes et venus des milieux conser-

74. Voir les pistes tracées par J. STENGERS, « Le parti confronté au suffrage universel pur et simple (1919-1961) », dans H. HASQUIN et A. VERHULST (dir.), *Le libéralisme...*, op. cit., p. 126.

75. À partir des élections de mars 1968, on peut se baser sur les articles publiés dans le *Courrier hebdomadaire du CRISP* traitant de la préparation des élections législatives. Voir par exemple : *La préparation des élections législatives du 31 mars 1968 : la stratégie des candidatures dans les partis*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 400-401), Bruxelles, 1968. À partir de 1983, *Res publica* a publié quelques articles sur la morphologie des partis politiques francophones. Voir par exemple : I. VANPOL, « Morphologie... », op. cit., p. 503-540.

76. Les archives du Parti libéral pour la période 1927-1974 sont conservées aux Archives libérales francophones du Centre Paul Hymans. Le Liberaal Archief de Gand conserve certains documents, dont les papiers de plusieurs personnalités majeures, en particulier une partie des archives d'O. Vanaudenhove. Sur l'état des archives du « monde » libéral et les principaux centres de documentation, voir H. HASQUIN et A. VERHULST (dir.), *Le libéralisme...*, op. cit., p. 419-421.

77. Si le mouvement de ralliement de la droite catholique vers le PLP ne semble pas avoir été remis en question dans les années 1970, le PLPW ne paraît plus avoir connu d'expansion en provenance de milieux chrétiens. Voir le bilan dressé au lendemain des élections de novembre 1971 dans *La préparation des élections législatives du 7 novembre 1971 : la stratégie des candidatures dans les partis*, t. 3, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 539), Bruxelles, 1971. Les archives du Parti libéral entre 1974 et la fin des années 1980 sont malheureusement perdues, pour de larges parts, notamment celles des instances dirigeantes. Les documents qui subsistent sont dispersés. Les Archives libérales francophones du Centre Paul Hymans conservent cependant une collection des rapports des congrès.

vateurs bruxellois ⁷⁸. Certains catholiques, qui avaient rejoint le Parti libéral dans les années 1960 ou au début des années 1970, l'ont-ils quitté, ne se retrouvant plus dans ses nouveaux accents régionalistes ? La même question se pose pour la création du PRL-FDF ⁷⁹. L'impact éventuel des accents néolibéraux développés par le PRL à partir de 1979 ⁸⁰ devrait également être mesuré. Ces tonalités ont-elles séduit des catholiques ? En ont-elles détourné d'autres ? De manière plus générale, les différentes phases du ralliement des chrétiens au parti libéral, y compris leurs motivations et leur profil ⁸¹ au fil de décennies, devraient être mieux dessinées. Les catholiques présents au sein de l'actuel PRL-FDF paraissent en effet bien divers : Bruxellois conservateurs venus du PSC, témoins de la génération RW, anciens démocrates-chrétiens, voire udédistes comme Pierre Clerdent, membres du FDF...

Il importe également de vérifier si l'ouverture, sensible au niveau du parti, se retrouve dans l'ensemble du « monde » libéral, particulièrement dans les syndicats ⁸². Dans quelle mesure les organisations libérales ont-elles soutenu la politique de déconcessionnalisation des instances politiques ? Dans le même ordre d'idées, on pourrait se demander si le passage d'un catholique au PLP provoque son adhésion aux autres composantes du pilier libéral.

De même que l'ouverture engagée, au sein du parti libéral, par Roger Motz et Omer Vanaudenhove risque de faire oublier l'existence de militants et d'électeurs chrétiens ralliés dès le 19^e siècle, on pourrait perdre de vue, faute d'études sur le sujet, la présence de catholiques dans le personnel politique et l'électorat du POB. L'anticléricalisme socialiste paraît, en effet, essentiellement motivé par l'attitude de l'Église et du parti catholique, par le soutien qu'ils ont apporté, au 19^e siècle surtout, aux classes possédantes. Sauf dans certains milieux plus marqués par la libre-pensée, la foi en tant que telle ne paraît pas vraiment mise en cause. C'est pourquoi des catholiques,

78. Entretien de J.-L. JADOULLE avec François PERIN, Liège, 13 septembre 1996.

79. Entretien de J.-L. JADOULLE avec François MARTOU, Louvain-la-Neuve, 13 septembre 1996.

80. Sur l'histoire récente du PRL, voir M. D'HOORE, « "La saga des Ducs". Naissance, vie et mort de l'expérience "bicéphale" au Parti réformateur libéral (1989-1992) », dans *Res publica*, t. 35, 1993, p. 459-501.

81. Les Archives libérales francophones du Centre Paul Hymans possèdent une collection de dossiers biographiques. Le Liberaal Archief (Gand) et surtout les Archives générales du Royaume conservent les papiers de nombreuses personnalités libérales.

82. Voir *Structures et évolution du « monde libéral » en Belgique*, t. 2, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 523), Bruxelles, 1971, p. 31. Le Liberaal Archief (Gand) conserve plusieurs fonds d'archives émanant d'organisations libérales. Sur le syndicat libéral, voir Y. VERRIER, *Le syndicat libéral en Belgique. Investigation sur sa position socio-politique au travers de son histoire et de ses rapports avec le Parti libéral*, mémoire en sciences politiques et administratives, ULB, Bruxelles, 1985 ; A. MIROIR, « Le syndicalisme libéral (1894-1961). Contribution à l'histoire des familles politiques », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. XIII, 1982, p. 59-82.

malgré la prégnance des piliers, ont pu adhérer au POB. Plusieurs témoignages indiquent que le PSB, puis le PS n'ont jamais exigé de leurs membres la moindre profession de foi et ont garanti leur liberté en cette matière. Les catholiques qui y ont adhéré se sont imposé le silence sur leurs motivations religieuses : on s'est rendu compte qu'ils étaient croyants le jour de leurs funérailles⁸³... La vision et la position du Parti socialiste par rapport à la religion, mais aussi face à l'Église, mériteraient une étude substantielle⁸⁴.

Si l'existence de « chrétiens socialistes » semble avérée, repérer ceux-ci n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes. Le moindre n'est pas de définir les critères permettant d'étiqueter tel membre comme catholique, puisque cette qualification ne semble pas avoir été de mise à l'intérieur du parti. On peut citer, à titre d'exemple, le cas de Jules Destrée, figure de proue du POB, qui s'est marié à l'église. Beaucoup plus récemment, on connaît le parcours de Guy Spitaels qui, par ses études, est issu du « monde » catholique. Du côté flamand, plusieurs figures majeures se détachent, comme celles de Karel Van Miert, Frank Vandembroucke et bien sûr Jef Ulburghs, un prêtre limbourgeois admis ensuite dans les rangs du parti écologiste Agalev.

Le repérage de ces « catholiques passés au socialisme » devrait aller de pair avec une étude de leurs mobiles. Leur itinéraire devrait être finement retracé, afin de repérer les différents groupes-relais (UDB, Esprit, RW...) par lesquels ils ont transité et qui les ont amenés à transgresser progressivement les frontières des piliers. Il s'agirait également d'établir une chronologie des ralliements⁸⁵, en examinant les motivations dominantes aux différentes époques : ainsi, l'engagement wallon, dans les années 1970, ou encore les mobiles socio-économiques, à d'autres époques. La critique du « cléricalisme » apparaît, en tout cas, comme un leitmotiv. Elle les amène à dissocier de plus en plus leur foi et leur engagement dans la Cité, pour se rallier *in fine* à la doctrine d'Erfurt. Celle-ci dénie toute position dominante à l'Église et fait de la religion un choix strictement privé. Pareil itinéraire devrait être rapproché des recherches théologiques en cours depuis les années 1940-1950. Il faudrait également s'interroger sur les résistances éventuelles, au sein du

83. Voir J. STIENNON, « Socialisme et religion », dans *1885/1985. Du Parti ouvrier...*, *op. cit.*, p. 247-253. L'abstention philosophique et religieuse demandée aux membres du parti et la liberté qui leur est laissée en cette matière, en tout cas pour la seconde moitié du siècle, et plus encore pour les deux ou trois dernières décennies, est attestée par plusieurs témoins. Voir les entretiens de J.-L. JADOLLE avec Walter VAN BOXELAER, Bruxelles, 20 septembre 1996, et Yves DE WASSEIGE, Charleroi, 23 septembre 1996.

84. Il faudrait consulter sur ce point les papiers de personnalités socialistes, dont É. Vandervelde, ainsi que les archives des bureaux du POB, PSB et du PS (documentation conservée à l'Institut Émile Vandervelde). En l'absence d'une étude approfondie, voir J. TYSENS, *Strijdpunt of pasmunt ?...*, *op. cit.*, p. 86-161.

85. L'étude des listes électorales constituerait une première étape. Voir nos remarques *supra* à propos de l'étude des listes libérales et J. CEULEERS, « La composition des listes électorales aux Partis socialistes », dans *Res publica*, t. 24, 1982, p. 63-71.

pilier socialiste, à l'entrée de catholiques dans les rangs du PS, ainsi que sur leur réelle intégration ⁸⁶.

Alors que le FDF paraît soucieux d'équilibrer le poids des différentes confessions, le PLP-PRL et le PSB-PS ne semblent pas avoir mis en place un dispositif semblable pour assurer la cohabitation. Une étude comparative sur ce point pourrait être suggestive. L'absence d'un tel dispositif, du côté socialiste et libéral, s'explique sans doute en partie par l'abstention philosophique et religieuse attendue des membres : les convictions devant demeurer dans la sphère privée, elles ne peuvent interférer dans le partage des responsabilités et des mandats. Une telle optique paraît donc bien différente de celle du FDF. Alors que celui-ci semble vouloir équilibrer les courants en leur donnant une certaine place, le PLP-PRL et le PSB-PS cherchent à préserver leur unité en évitant que les convictions ne s'expriment. Dans quelle mesure cette consigne d'abstention a-t-elle pu être respectée quand se sont posées des questions touchant à l'enseignement ou, plus encore peut-être, à l'éthique, comme la dépenalisation partielle de l'avortement ?

Enfin, la réussite de l'ouverture aux catholiques entreprise par le PLP-PRL et par le FDF comporte en creux une interrogation quant aux raisons de l'échec de la déconfessionnalisation du PSC et du PSB. L'inertie des piliers catholique et socialiste a peut-être constitué un frein, les organisations pesant d'un moindre poids dans la « famille » libérale. Une enquête à propos de la réaction de l'opinion chrétienne face aux appels d'Omer Vanaudenhove et de Léo Collard pourrait être entreprise. L'attitude de l'épiscopat en la matière devrait également être cernée.

L'histoire du FDF-Rassemblement wallon doit encore être écrite. Dans le cas du RW ⁸⁷, l'entreprise risque d'être fort difficile : ce parti n'a laissé que de maigres archives ⁸⁸ et « les crises qui ont donné lieu à son déchirement rendent difficile toute démarche auprès des acteurs concernés » ⁸⁹. En ce qui concerne les membres des deux formations issus du monde catholique, l'étude des listes électorales devrait permettre d'évaluer

86. J.-L. JADOULE, « Les visages de l'Église de Belgique... », *op. cit.*, p. 53-60.

87. À son propos, épinglons le constat de Ch. KESTELOOT, « Tendances récentes de l'historiographie du mouvement wallon (1981-1995) », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. XXV, 1994-1995, p. 557 : « De nombreux aspects du Rassemblement wallon restent inexplorés : son fonctionnement interne, la structuration de ses sections, son personnel politique [...], l'évolution de son nombre d'affiliés, son importance en tant que vecteur de nouvelles valeurs, sa caractérisation idéologique [...], le rôle et le poids des diverses familles politiques en son sein, et plus particulièrement ceux des chrétiens, les causes profondes de son échec [...] ».

88. Voir notamment S. JAMINON et C. GODEFROID, *Le Fonds d'Histoire du Mouvement wallon, source d'une histoire à écrire : premier guide du lecteur, (Études et documents de l'Institut Jules Destrée)*, Charleroi, 1991, *passim*.

89. Ch. KESTELOOT, « Le Rassemblement wallon... », *op. cit.*, p. 254. Certains de ces acteurs ont cependant signalé qu'ils détenaient des archives. Voir *Mémoires de la Communauté française...*, *op. cit.*, *passim*.

leur nombre et de préciser leur profil. Les relations avec Rénovation wallonne devraient être soigneusement examinées, en vue d'expliquer un paradoxe relevé, à un niveau plus général, par Chantal Kesteloot : une forte présence de militants wallons de longue date, mais un appui très faible, sinon inexistant, de leurs organisations⁹⁰. Les rapports avec les cadres du Mouvement ouvrier chrétien, « ces éternels orphelins de parti » selon François Perin, semblent aussi fort intéressants à suivre. Avec le ralliement de responsables du MOC, en particulier de syndicalistes de la CSC, le FDF et le RW ont-ils pu capter une part du potentiel électoral affilié aux grandes organisations du pilier chrétien ou n'ont-ils mordu que sur leurs franges mobiles, relativement marginales ? La manière dont les catholiques engagés au FDF et au RW ont vécu le pluralisme, notamment en matière scolaire et éthique, est un autre thème de recherche envisageable. En ce qui concerne l'électorat⁹¹, des enquêtes orales en milieu chrétien, auprès d'anciens sympathisants, pourraient s'avérer fort riches. Il s'agirait de cerner leurs motivations (la part de l'exaspération communautaire et du rejet du PSC) et de déceler les raisons de leur détachement progressif⁹². Le reclassement de ces électeurs mériterait aussi des travaux approfondis : dans quelle mesure les différentes tendances qui quittent le FDF et le RW sont-elles suivies par leurs troupes et vers quelles autres formations glissent les citoyens en rupture de ban définitive avec les partis traditionnels ? Sous cet angle de vue, l'impact du rapprochement entre le PRL et le FDF devrait être mesuré, sur le plan du pluralisme interne de la formation bruxelloise. Dans quelle mesure cette association « sonne-t-elle le glas d'une expérience originale, dont la caractéristique première était la multiplicité des tendances »⁹³ ? Un examen attentif des défections enregistrées parmi les dirigeants et mandataires du FDF pourrait être suggestif.

L'itinéraire du GPTC n'est pas suffisamment connu⁹⁴. Il pose la question — à l'époque fort discutée — de la pertinence de la stratégie adoptée, dans les années 1970, par une partie de la gauche chrétienne : celle du rassemblement des progressistes. Il conviendrait d'examiner le problème à trois niveaux : belge, wallon et au sein de l'UDP. Au niveau national, le rêve n'a-

90. Ch. KESTELOOT, « Le Rassemblement wallon... », *op. cit.*, p. 271.

91. Pour un premier aperçu, voir l'étude générale de K. DESCHOUWER, « Het profiel van de Brusselse FDF-kiezer (1968-1978) », dans *Taal en sociale integratie*, t. 6, 1982, p. 141-165.

92. Priorité au « vote utile » en période de crise ? Progrès enregistrés dans la Réforme de l'État ? Reprise du discours fédéraliste par les partis traditionnels ? Déception engendrée par les participations gouvernementales ?

93. Ch. KESTELOOT et A. COLIGNON, « Le FDF... », *op. cit.*, p. 169.

94. Outre la presse du GPTC et de l'UDP (*S'unir, Ensemble...*), ainsi que celle du PCB, il conviendrait d'exploiter les archives disponibles, notamment au CARCOB (Fondation J. Jacquemotte, Bruxelles) et les papiers de L. Boulvin (CARHOP, Bruxelles).

t-il pas été presque tué dans l'œuf ? Il semble, en tout cas, avoir buté très tôt sur des obstacles de taille : en particulier les réflexes antisocialistes de l'ACV flamande⁹⁵, la politique de présence de la Démocratie chrétienne au sein du PSC-CVP⁹⁶, voire la crainte d'une remise en cause des équilibres traditionnels entre les piliers, déjà menacés par la poussée régionaliste⁹⁷. Au niveau wallon, l'entreprise était-elle davantage promise au succès ? N'a-t-elle pas été menacée, assez tôt, par les lézards du Front commun syndical⁹⁸ et par les réticences des démocrates-chrétiens du PSC à s'embarquer dans l'aventure⁹⁹ ? Enfin, même au sein de l'UDP, la partie était-elle mieux engagée ? L'allergie des communistes liégeois — qui campent sur une ligne ouvriériste et prosoviétique, mais redoutent aussi « une dérive anti-PSB » — n'a-t-elle pas acculé la direction du PCB à garder deux fers au feu¹⁰⁰ ? L'inexpérience politique de nombreux militants du GPTC, leur implantation limitée en dehors de Mons, leur perméabilité à certaines influences d'extrême gauche n'ont-elles pas alimenté la méfiance du partenaire communiste ? Plus fondamentalement, si l'union des progressistes suppose « le respect des organisations » auxquelles appartiennent ses composantes, l'UDP pouvait-elle amener le PSB autour de la table, après s'être mise en concurrence électorale avec les socialistes¹⁰¹ ?

La percée d'Ecolo en milieu catholique rappelle, à certains égards, celle du Rassemblement wallon, même si les contextes et les générations concernées diffèrent. D'une part, en effet, des chrétiens progressistes semblent avoir cherché, au sein du mouvement écologiste, une structure de militance politique que d'autres ont trouvée à l'intérieur du RW. D'autre part, l'électorat

95. Voir l'attitude de Jef HOUTHUYS, président de la CSC, qu'il expose lui-même dans « De verhouding ACV-ABVV in de jaren 1970-1985 », dans *Res publica*, t. 30, 1988, p. 449.

96. J. SMITS, *Les standen dans les partis sociaux-chrétiens*, (*Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1134-1135), Bruxelles, 1986, p. 14-20 ; W. DEWACHTER, « Un projet fort, saisi entre positions de pouvoirs établies et tendances nouvelles : organisation et fonctionnement du PSC-CVP de 1945 à 1968 », dans W. DEWACHTER et al., *Un parti dans l'histoire...*, *op. cit.*, p. 174-179.

97. Hypothèse du politologue Luc Huyse, citée par G. DESOLRE, « Un nouveau serpent de mer », dans *Hebdo* 76, 3 au 9-3-1976, p. 12.

98. P. WYNANTS, « Robert D'Hondt (1934-1991) : un syndicaliste novateur dans un monde en crise », dans *Revue d'histoire religieuse du Brabant wallon*, t. 9, 1995, p. 158 et 175-176.

99. « Où sont les démocrates-chrétiens ? », ne cessait de répéter A. Cools dans les années 1970. Il n'empêche que des contacts discrets ont eu lieu entre PS (André Cools), MOC (Victor Michel et Arnold Wynants), CSC (Robert D'Hondt) et FGTB (Alfred Delourme, Jean Gayetot), dans la première moitié des années 1970, en vue d'un éventuel rassemblement des progressistes, mais sans résultat.

100. Témoignage d'un communiste liégeois donné à l'auteur, 20 septembre 1995. Selon R. LEWIN, « Les communistes... », *op. cit.*, p. 162, la direction du PCB, « soucieuse de ne plus perdre d'effectifs dans ses bastions traditionnels, hantée par la crainte d'une déchirure du parti, ne s'est pas risquée à opter hardiment pour le changement ».

101. Telle est, en tout cas, la critique qu'adresse Jacques YERNA — par ailleurs coauteur de l'ouvrage du Groupe Bastin-Yerna, *Quelle Wallonie ? Quel socialisme ?*, Bruxelles, 1972 — à la stratégie de l'UDP. Voir « Un rassemblement des progressistes ? Lequel et pour quoi faire ? », dans *Mai*, t. 5, 1972, n° 23, p. 26-27.

chrétien d'Ecolo paraît formé partiellement, lui aussi, de citoyens critiques à l'égard du système pilarisé, disposés à voter pour un parti neuf, mais réputés volatils en termes de comportement électoral et sans doute difficiles à fidéliser. Il serait, dès lors, intéressant de relever les organisations-relais par lesquelles des catholiques ont transité avant de rejoindre Ecolo, comme cadres ou militants. Il conviendrait également de vérifier — par des enquêtes orales auprès d'anciens électeurs — l'hypothèse selon laquelle « les succès du RW et des écologistes ne seraient pas deux manifestations étrangères l'une à l'autre »¹⁰².

En ce qui concerne le Front national, « les recherches sur ses adhérents et ses militants sont quasiment inexistantes » : à leur sujet, on dispose seulement d'un profil sociologique élémentaire¹⁰³. Sans doute faudrait-il — entre autres pistes — s'intéresser aux appuis directs et indirects donnés à ce parti par les sphères du catholicisme intégriste ou traditionaliste, ainsi qu'aux ralliements obtenus dans la mouvance droitière du PSC (ancien CEPIC).

À travers les avatars de SEP, c'est la stratégie politique du mouvement ouvrier chrétien francophone, dans les années 1980, que l'on pourrait décrypter. On en connaît les rétroactes¹⁰⁴ : l'adoption du pluralisme des engagements (1972), avec cependant la création de deux instances — un secrétariat et une fondation politiques — en vue de promouvoir la concertation, si possible la collaboration, entre les tendances impliquées dans différents partis (PSC, FDF, RW). Ont suivi, apparemment, deux changements de cap successifs dont il faudrait examiner avec attention les tenants et aboutissants. Le premier (1982) a fait suite aux conséquences des élections législatives de 1981, ainsi qu'à la politique du gouvernement Martens-Gol : il a consisté à regrouper militants et sympathisants autour d'un projet commun, mais sans en déterminer la forme ultime, pour ratisser large, peut-être aussi pour faire pression, indirectement, sur le PSC. L'entreprise a échoué pour deux raisons, semble-t-il : la distance prise assez rapidement par les démocrates-chrétiens du même PSC et la précipitation de la base de SEP, qui a brûlé prématurément ses vaisseaux. Cet échec a provoqué une réorientation stratégique (fin 1985-début 1986). Le MOC a renoncé à se doter de son propre relais politique, pour opter en faveur du *lobbying*, notamment auprès du PSC, en utilisant comme levier sa force de mouvement

102. A.-P. FROGNIER, « La nouvelle fêlure », dans A.-P. FROGNIER et A.-M. AISCH-VAN VAERENBERGH (dir.), *Élections, la fêlure ?...*, op. cit., p. 12-13.

103. P. DELWIT, « Électeurs et militants. Des profils incertains », dans H. LE PAIGE (dir.), *Le désarroi démocratique...*, op. cit., p. 95.

104. Voir notamment J. VERHOEVEN, *Démocratie chrétienne...*, op. cit., p. 101-120 ; W. DEWACHTER et al., *Un parti dans l'histoire...*, op. cit., p. 142-143, 255-256, 283-284.

social¹⁰⁵. Cette volte-face devrait être analysée compte tenu d'au moins deux éléments : d'une part, le changement de génération et de style qui est alors intervenu à la tête du mouvement ; d'autre part, la prise de conscience, en son sein, de la distance qui sépare l'influence détenue comme groupe de pression et un rayonnement potentiellement limité sur le plan électoral.

Quelle que soit leur ampleur, ces mouvements de forces centrifuges ou centripètes ne peuvent être étudiés en vase clos. Pour l'avant-guerre 1940-1945¹⁰⁶ comme pour l'après-guerre, il convient de les replacer dans le cadre de dynamiques plus larges : celle de la tension entre l'affrontement idéologique et la pacification¹⁰⁷, celle des rapports entre l'Église et l'État¹⁰⁸, enfin celle des relations entre les organisations chrétiennes, le pilier catholique et le PSC-CVP¹⁰⁹. Il existe à cet égard d'excellents travaux, qui devraient permettre d'éviter les effets de loupe ou les erreurs de perspective.

Comme des itinéraires se croisent ou se succèdent, sans doute faudrait-il, à terme, envisager une étude d'ensemble portant sur plusieurs groupes : on pense aux diverses organisations politiques de la tendance progressiste après

105. J.-M. SCHREUER, « Le MOC et l'action politique : quelques repères importants », dans *Regards*, n° 11, 1^{er} trimestre 1998, dossier de 4 p. ; F. JEAN et S. LIBERT, « Le MOC et la question de son prolongement politique », dans *La Revue nouvelle*, t. 107, 1998, n° 2, p. 8-15.

106. Pour le cas du rexisme, voir notamment F. BALACE, « Fascisme et catholicisme politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres », dans *Handelingen van het XXXII^e Vlaams Filologencongres, Leuven, 17-19 april 1979*, Louvain, 1981, p. 146-164 ; M. CONWAY, « De la "cité séculière" à la "Cité de Dieu" : les catholiques et la politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres », dans *Cahiers du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale*, t. 13, 1990, p. 59-89 ; A. DANTOING, *La « collaboration » du Cardinal. L'Église de Belgique dans la Guerre 40*, Bruxelles, 1991 ; E. GERARD, « La responsabilité du monde catholique dans la naissance et l'essor du rexisme », dans *La Revue nouvelle*, t. 85, 1987, p. 67-77 ; ID., *De katholieke partij...*, *op. cit.* ; ID., « Rex is een appel van de katholieke boom », dans *De Nieuwe Maand*, t. 30, 1987, p. 12-18.

107. L. HUYSE, *De gewapende vrede. Politiek in België na 1945*, Louvain, 1988. En ce qui concerne Ecolo et le Front national, il faudrait intégrer à la problématique les analyses des politologues relatives à l'émergence d'un quatrième clivage. Voir notamment A.-P. FROGNIER et A.-M. AISCH-VAN VAERENBERGH (dir.), *Élections, la fêlure ?...*, *op. cit.*, *passim*, ainsi que A.-P. FROGNIER, « Partis et clivages en Belgique : l'héritage de S.M. Lipset et S. Rokkan », dans P. DELWIT et J.-M. DE WAELE (dir.), *Les partis politiques...*, *op. cit.*, p. 249-255, en n'oubliant pas les travaux flamands pour saisir les spécificités francophones : voir par ex. M. SWYNGEDOUW, *L'essor d'Agalev et du Vlaams Blok, (Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 1362)*, Bruxelles, 1992 ; J. BILLIET et M. SWYNGEDOUW, « De keuze tussen groen en extreem rechts in Vlaanderen. Sporen van een nieuwe breuklijn », dans *Res publica*, t. 37, 1995, p. 247-262.

108. R. AUBERT, *150 ans de vie des Églises*, Bruxelles, 1980 ; ID., « Le catholicisme belge de 1830 à Vatican II », dans *La Foi et le temps*, t. 10, 1980, p. 481-496 ; ID., « L'Église catholique et la vie politique... », *op. cit.* ; M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *L'Église et l'État*, *op. cit.*

109. J. BILLIET (dir.), *Tussen bescherming en verovering. Sociologen en historici over zuilvorming, (Kadoc-Studies, n° 6)*, Louvain, 1988 ; P.-H. CLAEYS, « Le système des piliers », dans P. DELWIT et J.-M. DE WAELE (dir.), *Les partis politiques...*, *op. cit.*, p. 257-262 ; P. GÉRIN, « À propos de la pilarisation en Wallonie », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. XIII, 1982, p. 161-176 ; S. HELLEMANS, *Strijd om de moderniteit. Sociale bewegingen en verzuijing in Europa sinds 1900, (Kadoc-Studies, n° 10)*, Louvain, 1990 ; P. PASTURE, « Entre Église et citoyen : le PSC-CVP et sa base organisée », dans W. DEWACHTER et al., *Un parti dans l'histoire...*, *op. cit.*, p. 265-295 ; ID., *Kerk, politiek...*, *op. cit.* ; L. VOYÉ et al., *La Belgique et ses dieux. Églises, mouvements religieux et laïques*, Louvain-la-Neuve, 1985.

le Concile, à examiner dans la foulée de la thèse de doctorat de J.-L. Jadouille, consacrée à la période antérieure, mais également aux formations où les catholiques conservateurs ont milité. De la sorte, on pourrait mieux discerner les continuités et les ruptures, et sans doute aussi poser en termes plus nuancés un problème difficile à traiter : les rapports réciproques entre foi et engagement politique ¹¹⁰.

1. Les faits

Par souci de clarté, nous distinguons la période de l'entre-deux-guerres et celle de l'après-guerre. À l'intérieur de chacune d'elles, nous traiterons séparément les mouvements qui marquent un intérêt pour la question politique.

Durant l'entre-deux-guerres, on peut repérer deux périodes du point de vue de l'engagement des catholiques dans la construction de la Cdc. La première court de 1920 à 1930. Elle est surtout caractérisée par le fait que les jeunes catholiques, déçus par le parti catholique, empruntent d'autres voies pour se faire entendre. En 1919, un groupe d'universitaires fonde à Louvain un mensuel intitulé *Le Jeune catholique*. Malgré le regard de la démocratie, il prône un renforcement de pouvoir. Fait significatif, le mensuel dont la parution s'est arrêtée en 1922, reparait en 1924 sous le nom *Pour l'Action*. Influencé un moment par les idées de Maurras, ce groupe qui veut être un laboratoire d'idées où s'élabore la doctrine du parti catholique, présente de nombreux caractères de la Droite : défense des traditions nationales, hiérarchie des valeurs sociales, renforcement de l'exécutif. *L'Université catholique*, qui est le bulletin de la Société générale bruxelloise des étudiants catholiques, reste fidèle à la ligne de l'Action française qu'il avait adoptée avant la guerre. Toutefois, la condamnation de ce mouvement par l'Église catholique en 1926 l'oblige à changer d'orientation. En milieu politique, les jeunes ne sont pas les seuls à s'exprimer. Dans le prolongement du Comité de politique nationale créé en 1919, Pierre Nothomb, avec quelques amis, fonde en 1924 la Fédération d'Action nationale. Prenant pour modèle le fascisme, ce mouvement qui se doit d'une publication, *L'Action*

110. Date de rédaction : décembre 2000.